

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale

n° 6

Novembre 2002

Présentation

Avec ce numéro du Marxisme Vivant commence une nouvelle époque. Au moment de lancer la revue celle-ci se proposait, dans un moment de crise et de réflexion après la chute du Mur de Berlin et la suite des révolutions dans les pays de l'Est, d'assumer la tâche de l'élaboration d'un programme révolutionnaire à travers l'étude, la recherche et la polémique nécessaire pour avancer dans le débat au sein du marxisme. Nous sommes convaincus que cette tâche était et est toujours nécessaire et urgente : le débat sur l'existence ou non de l'impérialisme, le caractère de l'état cubain, chinois ou des pays de l'Est, la validité de la révolution socialiste, de la lutte des classes ou du parti révolutionnaire, voilà autant de thèmes au centre de la discussion des mouvements sociaux et de l'activisme de gauche, motivée par les mobilisations et les procès révolutionnaires partout dans le monde.

A cet effet, la revue voulait "ouvrir ses pages aux organisations marxistes révolutionnaires, à ceux qui luttent contre le capital, aux intellectuels qui ne se limitent pas à enseigner mais cherchent aussi à apprendre avec le marxisme et la lutte des classes". D'emblée elle s'est unie à la proposition de réorganiser une Internationale révolutionnaire. Jusqu'à maintenant, notre revue était un organe du Koorkom (Comité pour la Reconstruction du Parti Ouvrier International). Dans son développement, le Koorkom a mené à bien une phase de son projet : il a abouti à la fusion entre la LIT-Q.I. et le POI de l'ex-URSS, approuvée par les derniers congrès respectifs, après quoi le Koorkom dans sa conception originale n'a plus raison d'être.

Entre-temps, la revue qui est née avec un double objectif n'a pas seulement contribué à la fusion entre la LIT et le POI ; elle a aussi attiré la collaboration d'organisations, de dirigeants et d'intellectuels qui se situent dans le camp du marxisme. Sa tâche comme instrument de défense du

marxisme révolutionnaire continue, avec des secteurs qui ne se limitent pas à la LIT-Q.I. et le POI.

Ce numéro* du Marxisme Vivant est particulièrement représentatif de la continuité de ce procès. Nous pouvons compter sur la collaboration d'un dirigeant du PST panaméen, un article sur la Colombie est réalisé à partir de matériel du PST colombien et un article sur le Venezuela a été élaboré avec la collaboration de différents groupes révolutionnaires. Chacun de ces groupes appartient à des organisations internationales différentes. Nous voulons signaler explicitement la collaboration d'Ernesto Gonzales, un militant d'une large trajectoire en Argentine, et d'intellectuels comme James Petras, qui n'appartiennent à aucune des organisations citées mais qui jouent un rôle important dans le camp du marxisme.

Une autre collaboration importante est celle de camarades de la ISO (*International Socialist Organisation*) aux États Unis. Nous publions deux articles de leur revue *Internationalist Socialist Review*. La lutte contre l'impérialisme n'a pas de frontières mais la bataille au cœur même des États Unis est particulièrement importante.

En Argentine, au Vénézuéla et au Moyen-Orient les révolutions mettent à l'ordre du jour le besoin urgent d'une réponse politique. En cette époque où les faits de la lutte des classes se développent et exigent une réponse, la proposition que fait le *Marxisme Vivant* est de continuer à se mettre au service de ce débat pour construire un programme et une organisation internationale

Les procès révolutionnaires en Amérique Latine attirent l'attention de l'activisme de tous les continents. Aujourd'hui au Brésil, après la victoire de Lula, la vieille (et moins vieille) question du Front Populaire est au centre de l'intérêt et des passions de toute la gauche brésilienne et mondiale. Le dossier de ce numéro a pour thème la discussion sur le caractère et les perspectives du gouvernement élu, ainsi que de ses conséquences pour toute l'Amérique Latine.

* Il s'agit de l'édition originale en espagnol.

Cette brochure est l'édition en langue française de quelques articles de la revue *Marxismo Vivo / Marxism Alive* publiée en espagnol et en anglais, voir www.marxismalive.org.

Quelques collaborations importantes non traduites sont signalées dans la Présentation ci-dessus.

2,00 €

Editeur responsable et adresse de contact: lital.be@wanadoo.be

L'impérialisme nord-américain déclare la guerre aux peuples.

Irak : la prochaine victime

JOSÉ WELMOWICKI
Professeur de Sciences Sociales (Brésil)

Le gouvernement de George W. Bush a mis en route une offensive économique, politique et militaire à grande échelle afin d'imposer au monde son projet de recolonisation, baptisé "guerre contre la terreur". Ce projet comporte aussi la logique de l'exploitation impérialiste et exige que soient acceptés sans discussions ses objectifs et ses règles qui, selon le même gouvernement, seraient "inspirés par Dieu".

C'est ainsi que Bush a d'abord anéanti l'Afghanistan pour y installer un régime fantoche. Maintenant il se prépare pour faire la même chose au Moyen-Orient, avec l'annonce de l'attaque contre l'Irak. Le pillage furieux développé par l'impérialisme s'accroît. Le masque tombe : la soif de pétrole et l'attitude contre-révolutionnaire apparaît de plus en plus ouvertement.

Pour montrer qu'il ne s'agit pas d'une réaction momentanée mais bien d'une définition stratégique, Bush a présenté au Congrès des Etats Unis une nouvelle orientation : la "doctrine de la guerre préventive".

"La stratégie de sécurité nationale des Etats Unis repose sur un internationalisme américain différent, qui est le reflet de l'union de nos valeurs et de nos intérêts nationaux. L'objectif de cette stratégie est d'aider à créer un monde plus juste et meilleur. Nos objectifs sur le chemin du progrès sont clairs : la liberté politique et économique, des relations pacifiques avec les autres pays et le respect de la dignité humaine. Ce chemin n'est pas limité aux américains, il est ouvert à tous." Les "valeurs universelles" et les "intérêts nationaux" dont les Etats Unis assument la mission de les défendre englobent le libre échange et la propriété privée.

Selon les nouvelles orientations de politique extérieure que le gouvernement Bush a divulgué, les Etats Unis se réservent le droit d'intervenir sur tous les points de la planète où ils pensent que leurs intérêts sont menacés. Il peut s'agir de la garantie d'approvisionnement en ressources minières, en pétrole ou en eau, de la sécurité du système financier, ou de la garantie que les pays de la périphérie continuent à accepter l'ouverture

commerciale, le pillage de leurs richesses et/ou l'exploitation de leur population en fonction des bénéfices de quelques multinationales et grands groupes financiers de Wall Street.

La lutte contre le terrorisme est présente partout dans le document de Bush et elle est dorénavant le grand axe politique et idéologique de son gouvernement, mais l'objectif réel est la domination politique sans contestation. A cet effet il emploiera la force et détruira les "adversaires" réels et même potentiels. L'odeur de pétrole était forte dans la guerre du Golfe, et plus encore dans la guerre en Afghanistan. Ici, l'objectif déclaré était "de punir et d'éradiquer la terreur". Après avoir annihilé le régime des Talibans, les Etats Unis ont installé des bases militaires sur le territoire afghan et dans les pays voisins, avec un compromis à longue échéance pour "garantir la stabilité dans la région". Signalons en passant que les attentats n'ont fait qu'augmenter.

Entre-temps, le chemin du pétrole de la zone est maintenant sous contrôle des Etats Unis. L'objectif stratégique était de dominer des régions avec suffisamment de ressources pétrolières pour que cela vaille la peine d'une présence directe des troupes nord-américaines qui doivent sauvegarder l'accès et réprimer toute velléité d'indépendance.

La crise économique augmente la soif du capital

Cette politique est la continuité du gouvernement antérieur, quoique avec quelques nuances dans la manière de se présenter et d'agir. L'accélération de cette passion pour dominer les sources de richesse et les marchés est un reflet de la crise de l'économie nord-américaine et mondiale et des chutes en bourse qui se succèdent. L'offensive militariste de Bush arrive à un moment où les tensions dans le système financier nord-américain sont les plus aiguës après l'éclatement de la bulle spéculative liée à la "nouvelle économie", c'est-à-dire les entreprises centrées sur la technologie de l'information. Le NASDAQ (la bourse où les valeurs de ce genre d'entreprises sont négociées) a actuellement un indice inférieur à sa valeur de 1996 et ne dépasse pas les 27% de sa valeur la plus haute de 2000. L'indice Dow Jones a reculé de 30% cette année et a atteint les niveaux de 1997. Dans ce contexte, les faillites des entreprises Enron, Worldcom, Tyco, Adelphia et autres ont mis l'économie en état d'alerte.

Ce que les revues spécialisées appellent la "crise de confiance" met profondément en échec la crédibilité des grandes entreprises, et même des banques étant donné que l'ensemble des institutions du capital financier (les banques, les entreprises d'expertise financière, les bureaux d'analystes) s'y

trouvent impliquées. Alan Greenspan de la FED en personne, longtemps considéré comme la personne sûre pour diriger de l'économie, est maintenant fortement mis en question. Même les institutions de l'Etat et du Congrès (qui ont voté en 1995 une loi qui rendait extrêmement difficile les actions pénales contre les assesses et les analystes financiers) sont remis en question. Le problème est que des fonctionnaires de haut rang du gouvernement, comme le ministre du commerce, sont impliqués dans les fraudes d'Enron. Ce ministre a d'ailleurs reçu des faveurs lors de la dérégulation de l'électricité et de l'énergie, faveurs dont cette société a fait usage pour générer des bénéfices de façon abusive au détriment de la population de tout un état comme en Californie. Le siège d'Enron se trouve à Houston, au Texas, l'état gouverné jusqu'en 2000 par l'actuel président américain.

Sous la pression de l'ampleur des fraudes, le gouvernement Bush a commencé à parler de "nettoyer" le système financier moyennant des lois "plus dures", mais il ne s'agit que d'une tentative d'échapper à l'usure ; un gouvernement tellement lié au système financier ne va pas attaquer les intérêts qu'il défend et dont il dépend. Tout cela peut mener à d'autres faillites d'entreprises multinationales aux Etats Unis, et même de banques, ce qui ne tarderait pas à déchaîner la banqueroute d'une partie du système financier nord-américain.

Dans les cas d'Enron et de Worldcom il est devenu évident que se sont les mêmes courtiers et banques qui ont facilité les acquisitions records des années 90, ceux-là même que l'on retrouve mêlés dans les fraudes et les appréciations douteuses des patrimoines en cause. Il y a déjà des procès en cours contre Meryll Lynch, Crédit Suisse-First Boston, CityBank, etc. Ces appréciations et ces contrôles de bilans par les bureaux d'expertise comme Arthur Andersen étaient fondées sur des pratiques comptables qui, tout en étant légales, permettaient de maquiller le bilan des entreprises et des groupes et de gonfler la bulle spéculative de Wall Street pendant les années 90. Une dévaluation en masse des actifs aurait entraîné l'effondrement des bases de l'économie et donc du système financier. C'est la raison pour laquelle, peu de temps après l'apparition des scandales, Bush a essayé de mettre des bâtons dans les roues du nouveau Conseil qui devait réaliser une supervision comptable. Paul Krugman a dénoncé le blocage de la nomination de John Biggs à la tête de ce Conseil, considéré comme trop "dur" par le gouvernement lui-même et qui aurait paralysé la "*réforme des sociétés*" du gouvernement Bush.

Au milieu de la crise, les initiatives guerrières de Bush avec leur augmentation des dépenses militaires ont comme objectif de garantir des

gains fabuleux pour ses entreprises de l'énergie, le contrôle sur les ressources minières des régions stratégiques, ainsi que des débouchées pour les secteurs de poids de l'industrie de l'armement et de la technologie aux Etats Unis. Elles ont évidemment le parrainage des entreprises pétrolières et de leurs fournisseurs qui se bousculent pour s'approprier une partie considérable de ces richesses minières.

La presse a mentionné un rapport de la Deutsche Bank sur les grandes compagnies nord-américaines de la zone qui se préparent déjà à prendre une part du butin de l'Irak. L'entreprise Halliburton (dirigée jusque récemment par Dick Cheney) et l'entreprise Schlumberger analysent les conditions dans lesquelles elles pourraient investir dans ce pays après l'invasion ; il s'agit de millions de dollars à gagner grâce à l'exploitation du pétrole - 4 millions de barils par jour à extraire des champs pétroliers irakiens.

Toutefois, le succès de l'invasion pour l'économie dépend du résultat concret de la guerre. Jeffrey Sachs, apôtre et réalisateur de la recette néolibérale dans plusieurs pays, dont la Pologne et la Russie, pense qu'on court au désastre, à moins que la guerre ne se termine ... en deux semaines. Une des caractéristiques du fonctionnement actuel du capitalisme est de maintenir la bicyclette financière en marche tout le temps. Si une guerre ouvre des perspectives intéressantes pour les entreprises directement intéressées dans le secteur de l'armement et de l'énergie, elle peut aussi précipiter de nouvelles crises pour des entreprises importantes et accélérer un plongeon dans une nouvelle récession.

Les dépenses militaires plafonnent et on réduit les impôts : une bombe à retardement

Pendant les années 90, les Etats Unis ont diminué leurs dépenses militaires dans leur budget, même s'ils continuaient à être les grands marchands d'armes dans le monde. Le poids des dépenses militaires internes est descendu de 6,3% du PIB en 1985 à 4,9% entre 1991 et 1994, et à 3,6% en 1997¹.

La tendance a commencé à se renverser en 1999, encore sous le gouvernement de Clinton qui a initié un certain "réarmement" peu avant la guerre contre l'ancienne Yougoslavie. Quelques semaines avant les bombardements de l'OTAN contre la Serbie en 1998, le gouvernement démocrate - qui parle haut et fort de "paix" - a annoncé une augmentation du budget militaire de 110 milliards de dollars pour la période 1999-2003.

¹ Voir l'article "Les armes de la globalisation", José Martins dans Marxismo Vivo n° 1.

Pendant la campagne électorale présidentielle de 2000, les deux candidats ont beaucoup insisté sur les besoins de la défense et sur les "spécialistes" du système militaire et industriel qui parlaient d'une augmentation des dépenses de quelques 50 à 100 milliards de dollars supplémentaires pendant le mandat de 2001-2005. Il y a bien sûr des différences d'accents et de détails entre la politique des démocrates et celle des républicains, mais pour l'essentiel leurs programmes politiques sont pareils, particulièrement concernant les questions du renforcement de l'armement et de l'hégémonie nord-américaine sur le plan militaire.

Evidemment, sous le gouvernement Bush et plus particulièrement après le 11 septembre 2001, cette tendance s'est accentuée, avec l'appui des démocrates : le gouvernement et le Congrès ont décidé une augmentation importante des dépenses militaires. En 2001, le budget militaire atteignit 307 milliards de dollars. En 2002 il a été augmenté à 339 milliards de dollars et dans son message sur l'Etat de l'Union de février 2002, le président Bush a proposé d'élever le budget de 2003 à 379 milliards de dollars. Il y a donc une augmentation de 26% entre 2001 et 2003, et l'objectif est d'arriver à 451 milliards de dollars en 2007. Une escalade de ce genre n'a eu lieu qu'au moment le plus chaud de la guerre au Vietnam. A tout cela il faut encore ajouter les dépenses pour la sécurité intérieure, programmées à près de 38 milliards de dollars pour 2003.²

D'autre part, le degré de concentration industrielle dans le secteur atteint des niveaux historiques : l'entreprise Lockheed Martin, par exemple, a vendu en 1997 pour 18,5 milliards de dollars en armement, plus que la somme des budgets de dix pays d'économie moyenne. Une entreprise comme Boeing, connue pour la fabrication d'avions de transport de passagers de grande capacité, a trouvé dans l'industrie militaire une issue pour la crise qui touche actuellement l'aviation civile. (Les groupes comme General Electric, Boeing, Monsanto, IBM ne distinguent pas dans leurs bilans le chiffre d'affaire militaire du civil et on ne peut donc pas calculer leurs bénéfices par branche.)

L'augmentation du budget militaire à partir de 1999, et l'accentuation de cette tendance à partir du gouvernement Bush, tombe très bien pour ces groupes multinationaux gigantesques qui ont investi dans le secteur de l'armement. La crise économique et la chute des bénéfices, tant dans la "nouvelle" que dans la "vieille" économie, font que les exigences des faucons pour avoir d'avantage d'investissements dans le secteur militaire aux Etats Unis vont de pair avec les demandes des multinationales du secteur

² Voir l'article "Les armes de la globalisation", José Martins dans *Marxismo Vivo* n° 1, pp 12-13

pour "stimuler" l'économie nord-américaine, face à la récession qui devient de plus en plus grave. Les médias se sont fait écho de la commémoration de la signature des contrats de développement d'avions et de missiles pour l'armée nord-américaine par Lockheed Martin en novembre 2001 ; une fête a été réalisée au Texas, le fief politique de Bush.

Reste toutefois, en dépit des solennités pour ces groupes, la question de savoir si cette accélération des dépenses militaires peut réactiver l'ensemble de l'économie et éviter qu'elle ne devienne de plus en plus "japonaise". Le terme rappelle le procès de l'économie japonaise des 10 dernières années, avec une récession chronique accompagnée de déficits fabuleux, un chômage en hausse et une dette publique galopante, sans entrevoir la moindre issue pour réactiver l'économie. A d'autres moments on parlait de keynesianisme militaire ; actuellement, le plus probable est que les effets de réactivation de l'économie vont se concentrer essentiellement sur les groupes liés au Pentagone, et sur les banques et les fonds d'investissement financiers qui en sont les principaux détenteurs d'actions. Ces groupes sont très puissants mais il est douteux qu'ils puissent permettre à l'économie dans son ensemble de se réactiver.

Paul Krugman, un autre économiste prestigieux de l'establishment aux Etats Unis, a publié une série d'articles dans le *New York Times* ; un de ces articles a comme titre assez curieux : "Bush est un espion communiste qui essaye de miner l'économie des Etats Unis". Des publications spécialisées comme *The Economist* et *Financial Times* envisagent que les Etats Unis pourraient passer par une période de "japonisation".

Une autre mesure que le gouvernement Bush a pris, a été, au nom de la réactivation de l'économie, de baisser les impôts (comme avait déjà fait Reagan). La justification était que de cette façon les entreprises et les contribuables moyens disposeraient d'argent pour investir et ouvrir de nouvelles opportunités. Mais dans une économie déjà en crise, ces diminutions d'impôt augmentent le déficit budgétaire, et avec l'augmentation des dépenses militaires cela mène à une spirale d'augmentation de la dette intérieure américaine. Le budget étant déjà très déficitaire par les autres mesures de Bush (comme celle d'aider les entreprises en difficultés, et en premier lieu les compagnies d'aviation), cela peut être le détonateur d'une hausse des taux d'intérêt et d'une tendance récessive, ce que précisément craint Krugman.

Les contradictions au cœur de l'empire

Bush vient de gagner les élections intermédiaires ; il maintient une majorité à la chambre et prend le contrôle du sénat. Il a reçu l'autorisation pour mettre en pratique ses résolutions et partir en guerre. Cette victoire est en relation avec sa popularité qui a augmentée après les attentats du 11 septembre et qui continue à être appréciable, près de 65%. Elle tient aussi au manque d'options offertes par les démocrates. Il faut se rappeler toutefois que seulement 38% de la population en condition de voter est allée aux urnes. Les partis républicain et démocrate se sont disciplinés à la politique de guerre de Bush ; les analystes affirment que l'électeur ne voit pas de différence de fond entre les deux grands partis et qu'il définit le vote sur des questions locales. Mais tout n'est quand même pas si florissant pour Bush dans son propre pays.

Bush fait face à un moment de crise économique et même s'il parvient à imposer une certaine unité, les divisions au sein même de l'impérialisme nord-américain sont accentués par la crise. Il y a un grand accord au sommet sur les objectifs stratégiques mais il y a des doutes sur les résultats d'une opération de guerre en Irak aujourd'hui. Une opposition au Congrès se fait entendre par la voix d'Albert Gore et d'Edward Kennedy contre la position de Bush concernant la guerre. Ils se sont cantonnés dans une position qui n'a rien de pacifiste mais qui manifeste une préoccupation à propos des résultats de l'invasion, des conséquences sur l'économie et de la répercussion dans la population.

Le Congrès a finalement approuvé une résolution avec la collaboration de deux démocrates, mais avec des symptômes de division. Il y a toujours aujourd'hui une opinion majoritaire aux Etats Unis qui a confiance dans le gouvernement et qui approuve la guerre ; c'est le soutien principal de Bush et de sa politique, qui profite du sentiment de peur provoqué par les attentats du 11 septembre. Fort de ce soutien, Bush a pu faire pression ouvertement sur le Congrès qui a approuvé avec une ample majorité l'autorisation pour mener la guerre contre l'Irak. Les élections ont confirmé cette situation. Il y a toutefois un procès de crise en cours qui touche plutôt la population pauvre et les travailleurs nord-américains : le chômage, le manque de moyens pour la santé et les restrictions budgétaires dans le secteur de la prévoyance sociale. Ces mesures imposées par le gouvernement sont les conséquences de la diminution des impôts et de l'augmentation des dépenses militaires. Les enquêtes révèlent que la majorité de la population commence déjà à se soucier davantage des questions économiques que des "menaces de terrorisme".

Selon les enquêtes nationales d'opinion, la majorité affirme connaître au moins un ami proche ou un parent qui a perdu son emploi pendant la dernière année ; l'insécurité de l'emploi augmente. En plus, les travailleurs qui comptaient sur un fonds de pension modeste placé en bourse ont vu leurs avoirs diminuer en moyenne de quelque 25% pendant la dernière année.

C'est la raison pour laquelle le sénateur pour la Californie, Bob Filner, faisant écho de la crise, des doutes et de la tension, a déclaré lors du vote de l'autorisation pour la guerre en Irak *"qu'il y avait une odeur à Vietnam dans l'air"*. *"Un pays divisé en époque de guerre est un signe que l'on n'a pas progressé. Nous avons appris cela au Vietnam. Nous ne devons pas tomber de nouveau dans cette même erreur."*

Même le dirigeant démocrate Tom Daschle, qui s'était d'abord opposé à la résolution sur la guerre et qui s'y est finalement rallié, commentait : *"Nous apprenons de l'histoire que le soutien public aux actions de guerre peut s'évaporer rapidement si le peuple américain se rend compte qu'on ne lui a pas tout raconté"*. Il faisait référence aux protestations violentes contre la guerre au Vietnam dans les années 60 et 70. Daschle demandait aussi à Bush de faire connaître "honnêtement" les risques de la guerre avant de s'y aventurer, et il estimait qu'une campagne en Irak pourrait bien être un désastre.

Le *Washington Post*, faisant écho des déclarations de Daschle, informait en première page le 22 octobre que les avertissements de Bush - selon lesquelles l'Irak aurait des avions sans pilote capable d'atteindre les Etats Unis et que Bagdad était en mesure de développer des armes nucléaires "en six mois" - n'avaient aucun fondement. D'autres affirmations de Bush à propos de la menace représentée par l'Irak ont aussi été mises en doute par ce journal.

Bush et le Moyen-Orient

Il y a longtemps que les stratèges impérialistes voient de sérieux problèmes dans la région du Moyen-Orient à s'y assurer une domination de "superpuissance unique" aujourd'hui. Depuis que la révolution iranienne a détrôné le Chah, le contrôle de l'impérialisme sur la région n'est plus sans être contesté. Même après la victoire de la guerre du Golfe menée par Bush père, la région est restée instable et l'impérialisme a dû tolérer en Irak et en Iran des régimes qui ne sont pas pour lui de toute confiance. Même avec la politique des sanctions et des attaques permanentes pendant plus de dix années contre l'Irak, il n'a pas été possible de retrouver le contrôle complet de la région. Le fait le plus important qui a déstabilisé la région a été

l'écllosion de la seconde Intifada palestinienne contre l'occupation israélienne : une Intifada qui menace le bastion, le gendarme de l'ordre impérialiste dans la région, Israël.



La doctrine de guerre préventive va de pair avec le discours de la "guerre totale contre le terrorisme" afin de donner un prétexte à Bush pour imposer un "ordre" régional que les Etats Unis essayent de mettre en place depuis dix ans. Avec les attentats du 11 septembre, et forcé par la crise économique, Bush s'est résolu à attaquer de front cet obstacle à sa domination et à exécuter le projet le plus ambitieux de l'impérialisme américain depuis le 20^{ème} siècle.

L'*American Enterprise Institute* a réalisé un colloque à propos des plans pour l'Irak après Saddam avec la participation de son dirigeant Richard Perle, la deuxième figure du Ministère de l'Extérieur. Selon l'orientaliste Bernard Lewis, la vedette de ce colloque, : *"le temps dont disposent les peuples du Moyen-Orient pour dépasser leurs différences et apprendre à coopérer touche à sa fin. S'ils y parviennent, ils pourront faire de grandes*

choses ; si non, les actes terroristes et les attentats-suicide deviendront la métaphore de la région." Par la suite, le professeur Lewis a encore mis en garde: "deux points de vue dominant. Le premier est que les arabes seraient incapables de former un gouvernement démocratique, étant donné qu'il s'agit là d'un phénomène purement occidental. Ils sont différents de nous. Qu'ils le veuillent ou non, ils seront de toute façon gouvernés par des tyrans corrompus et l'objectif d'une politique extérieure efficiente est de s'assurer que ces tyrans soient des amis et non des ennemis. Ce point de vue est habituellement vu comme celui des secteurs pro-arabe". (rires dans la salle). "L'autre point de vue veut que ce soit possible d'y établir des démocraties, moyennant une aide graduelle. Ce point de vue est connu comme étant l'impérialisme" (beaucoup de rires dans la salle).³

La proposition de l'impérialisme passe aujourd'hui par la modification de la carte politique et par l'imposition d'une réorganisation régionale qui doit garantir un contrôle efficient du territoire ainsi que des ressources énergétiques, dans tout le Moyen-Orient et l'Asie centrale. C'est la raison pour laquelle, en dépit du discours sur le problème des "armes de destruction massive", même un cas d'armement nucléaire comme en Corée du Nord ne se trouve pas au centre des soucis immédiats du gouvernement Bush : l'Irak et le Moyen-Orient sont bien plus importants, stratégiquement, que la Corée du Nord. Entre-temps, si l'impérialisme obtient un triomphe sur le terrain de ses objectifs économiques et militaires immédiats actuels majeurs, les attaques s'étendront vers d'autres lieux.

C'est la raison pour laquelle il y a un changement par rapport à la politique de Clinton (et avant lui de Bush père) d'isolement et de déstructuration systématique de l'Irak, manifestée dans les sanctions et la guerre permanente de harcèlement ; maintenant il s'agit d'invasion, de destruction du régime de Saddam et du contrôle direct et inconditionnel des richesses.

L'intervention politique directe dans le conflit en Palestine, plus particulièrement après la première Intifada, avait déjà pour objectif l'hégémonie politique des Etats Unis en renforçant l'hégémonie régionale d'Israël au nom de la paix. C'est pour cela qu'ont été établies à Washington les bases de ce qui sera connu plus tard comme les accords d'Oslo, ressemblant incroyablement aux propositions des bantoustans en Afrique du Sud de l'Apartheid. Pour en arriver à une telle situation de "paix", un processus de *normalisation* arabo-israélien était indispensable, un procès auquel allaient adhérer les gouvernements d'Egypte, de la Jordanie et de

³ selon un article de Sylvain Ciple dans Le Monde, 10/11/02.

l'Arabie Saoudite (les tyrans amis) sous une forte pression ou moyennant de copieux subsides des Etats Unis. Les "plans de paix" de Clinton ne sont pas parvenus à stabiliser la région, principalement à cause de l'Intifada ; d'autre part, la permanence des régimes irakien, syrien et iranien, qui n'étaient pas des "tyrans amis" mais des "tyrans hostiles", a déstabilisé ces plans. Bush junior veut maintenant exercer une pression bien plus sérieuse et imposer directement des régimes dociles dans toute la région et soutenir Israël à tort et à travers afin de garantir sa domination incontestée dans toute la région.

Le gouvernement Bush a essayé de profiter de la conjoncture ouverte par les attentats du 11 septembre pour exécuter sans délais son plan stratégique antérieur, essentiellement le plan décrit par Bernard Lewis, et abandonner carrément le discours de "l'aide humanitaire" et de "la paix" pour adopter celui de la "guerre contre la terreur". Ce que l'on ne pouvait résoudre par les "Plans de paix" et la collaboration des dirigeants européens devra être résolu maintenant directement par la guerre contre-révolutionnaire. On abandonne le faux discours de la *paix* promu par la Conférence de Madrid et les accords d'Oslo de 1993 et on donne le feu vert à Ariel Sharon pour "résoudre" par la répression et les massacres la question palestinienne. Aux yeux de l'impérialisme made in USA, le régime de sanctions imposé pendant 11 ans à l'Irak ne suffit déjà plus pour résoudre le problème. Maintenant il faut passer par-dessus la faible résistance des alliés occidentaux et de la Russie afin de destituer militairement un gouvernement sans s'embarasser avec le soi-disant principe de la souveraineté nationale ou le droit international si souvent proclamé haut et fort.

Le projet impérialiste pour le futur de la région englobe un nouvel ordre colonial qui garantit le retour de la région à un système de protectorat sous le contrôle unilatéral des Etats Unis.⁴ On pense diviser l'Irak en trois parties : le centre, avec Bagdad, resterait dans les mains d'un général nord-américain (comme on a fait avec le Japon après la II guerre mondiale). Une des hypothèses est de diviser l'Irak de telle façon qu'une partie des territoires riches en pétrole passerait sous contrôle jordanien, qui à son tour recevrait une bonne partie de la population de la Cisjordanie afin de désamorcer la "bombe démographique" (la croissance végétative de la population palestinienne dépasse de loin celle de la population juive). Pour garantir le succès de l'invasion de l'Irak, les militaires nord-américains étudient les "tactiques" utilisées par l'armée israélienne lors de l'occupation de Jénin, qui a été le théâtre de "crimes de guerre" selon Amnesty International.

⁴ Voir la note du Comité de Solidarité avec la Cause Arabe, *CSCAweb* : 11-09-02

Cette politique a créé une situation explosive dans tout le monde arabe. Les gouvernements de l'Arabie Saoudite ou de l'Égypte sont bien sûr dépendants des États-Unis, mais ils ont quand même essayé de pousser le gouvernement Bush à s'abstenir d'une invasion directe contre l'Irak. Ils ont peur de la réponse que leurs populations pourraient donner à une telle imposition impérialiste et les massacres qui vont l'accompagner, d'autant plus qu'Israël peut se permettre d'envoyer à la poubelle toutes les résolutions de l'ONU concernant les territoires occupés sans être inquiété. Les tensions sont encore attisées par le fait que les États-Unis, laissant de côté les réticences de leurs alliés traditionnels dans le monde arabe, ont donné carte blanche à Israël face au peuple palestinien, au point d'avoir des éloges pour Sharon comme "homme de paix". Les États-Unis sont arrivés à la conclusion que leur unique *allié inconditionnel* dans la région se trouve dans l'état sioniste. Ils sont à tel point décidés à partir de cette hypothèse qu'ils ont laissé filtrer des informations d'anciens experts de la CIA qui accusent un des régimes les plus proches de Washington, l'Arabie Saoudite, de faire partie du réseau de financement de la "terreur" internationale. Il faut savoir - chose à peine imaginable il y a quelques mois - que l'Arabie Saoudite a déclaré publiquement qu'elle n'accepte pas que ses bases militaires soient utilisées par l'armée nord-américaine pour attaquer l'Irak.

Cette attitude pro-sioniste du gouvernement Bush se manifeste concrètement dans le fait que, selon Washington, l'unique issue pour l'ANP de "garder un minimum d'importance" serait de formaliser dans les zones de Cisjordanie et de Gaza un état palestinien sous tutelle, les questions de sécurité étant *supervisées par la CIA* et sous le contrôle d'Israël, c'est-à-dire tout simplement un protectorat des États-Unis.

Le comble est que Bush articule avec Sharon la participation ouverte d'Israël dans la guerre contre l'Irak avec des effectifs d'armées de la région qui acceptent d'y participer (ceux de la Jordanie, d'Oman et du Koweït). Selon la presse - *Washington Post* du 18 octobre 2002 - des troupes nord-américaines d'opérations spéciales, dépassant les 1000 soldats, ont réalisé il y a quelques semaines des manœuvres d'entraînement en Jordanie avec des troupes jordaniennes, de l'Oman et du Koweït. Les manœuvres s'appelaient *Victoire rapide* et avaient comme intérêt spécifique des missions d'infiltration dans les frontières ennemies. Comprenez que de cette façon le gouvernement Bush veut éviter les protestations populaires lors des attaques, de l'invasion et de l'occupation de l'Irak. Il jette plutôt de l'huile sur un feu qui est déjà fort ardent.

L'offensive impérialiste et la complicité des gouvernements corrompus peut faire passer l'instabilité à d'autres zones. En Jordanie a eu lieu un attentat contre un diplomate nord-américain, Lawrence Foley ; il s'agit du premier assassinat d'un diplomate occidental dans cette région et la monarchie a déchaîné une répression contre toute la ville de Maan, au sud du pays, qu'elle considère comme "un foyer de fondamentalisme islamique". D'autre part, l'exigence de l'application des plans néo-libéraux dans les pays "alliés" avec l'imposition de mesures structurelles et leurs conséquences brutales pour la population, ainsi que l'ouverture des économies de la région, ont déjà mené à des effets politiques indésirables pour Washington, ce qui rend la région encore plus instable. On sent déjà les effets en Turquie qui traverse une crise économique aiguë : les élections en ont été une manifestation, où le gouvernement sortant d'Ecevit a perdu avec 1% des voix, face à une coalition dirigée par des secteurs islamiques.

Les Etats Unis et l'Europe : un consensus librement imposé

En se décidant pour la doctrine de la guerre préventive, le gouvernement Bush essaie non seulement d'anéantir la résistance des pays périphériques, mais il essaie aussi de rappeler aux gouvernements impérialistes européens que c'est lui qui dispose effectivement de l'hégémonie militaire. La manière dont le gouvernement des Etats Unis a traité ses alliés pour forcer une résolution selon ses objectifs au Conseil de Sécurité de l'ONU est bien connue. Il a finalement obtenu l'approbation d'une résolution qui lui laisse une grande marge de manœuvre pour préparer l'invasion en disant qu'elle est "en accord avec le mandat de l'ONU". D'ailleurs, cela fait dix ans que les Etats Unis encerclent l'Irak et le bombardent à leur goût en se valant des sanctions approuvées par l'ONU. Pour ceux qui croient encore au rôle de l'ONU comme "parlement mondial" ou "gouvernement mondial démocratique", le comportement soumis des membres du Conseil de Sécurité a été une leçon pratique de la manière dont l'ONU est toujours un instrument au service de l'impérialisme dominant.

Le gouvernement de Washington s'appuie évidemment sur la relation de force militaire pour renforcer les positions du capital nord-américain (ce qu'on appelle parfois "unilatéralisme"). L'influence militaire mondiale et la puissance des Etats Unis en tant qu'état national est encore plus prépondérante qu'en 1948 quand les organismes internationaux actuels ont été créés. Cette influence est utilisée en premier lieu pour imposer au "tiers monde" et aux classes exploitées l'acceptation du statu quo et les règles du capital financier à travers le FMI, la BIRD et l'OMC.

Entre-temps, cette relation de force militaire sert aussi pour opposer aux capitalismes rivaux les intérêts du capital nord-américain. Rappelons l'attitude des Etats Unis avant les attentats du 11 septembre (le refus des accords de Kyoto sur la protection de l'environnement et le refus de se soumettre au Tribunal Pénal International) et les décisions protectionnistes annoncées quelques mois après les attentats (les taxes imposées par les Etats Unis pour protéger leur industrie sidérurgique).

La concurrence devient de plus en plus aiguë dans les moments de crise comme celui que l'on traverse actuellement, et donne lieu à des mesures protectionnistes de part et d'autre. Il s'agit de savoir quels seront les capitaux brûlés dans ce procès. Entre-temps, même si la concurrence continue à sévir, elle reste toutefois délimitée par l'hégémonie nord-américaine. Il est vrai que l'impérialisme nord-américain n'a pas "colonisé" ses associés de l'Europe et du Japon, mais ces régions occupent une position subalterne et doivent accompagner, avec plus ou moins de négociations et de réclamations, la puissance dominante.

Bush veut avoir des alliés comme des sortes de vassaux (selon l'expression de Ignacio Ramonet). Tony Blair, que la presse ose traiter de bichon de Bush, s'est uni à Berlusconi, le magnat des média allié aux fascistes, et à Aznar, pour monter un axe de petits chiens à l'écoute de la voix de leur maître.

La France et l'Allemagne ont offert une résistance fort limitée. Schröder a été réélu comme premier ministre, ayant monnayé à sa faveur le sentiment antiguerre et antiyankee ; il essaye maintenant de retrouver les faveurs de Bush. Il a essayé à maintes reprises de lui envoyer des signaux dans ce sens après les élections. La France continue à offrir une certaine résistance à la résolution du Conseil de Sécurité qui autoriserait le gouvernement de Bush à envahir l'Irak quand bon lui semble, mais elle a toujours négocié en cachette (comme la Russie d'ailleurs) à propos du futur du pétrole de l'Irak en cas d'invasion, afin de sauvegarder les intérêts de ses investissements dans le pays. Elle a finalement accepté l'essentiel de ce que le gouvernement des Etats Unis a proposé d'emblée.

Entre-temps, si les gouvernements européens acceptent leur condition secondaire face à l'hégémonie nord-américaine, les peuples de l'Europe s'indignent de plus en plus contre une politique ouvertement impérialiste et les manifestations se suivent et s'amplifient à un rythme que l'on n'a plus vu depuis pas mal d'années. C'est là qu'il faut chercher la réponse à la politique militariste et expansionniste de Bush.

L'anti-impérialisme se développe comme une traînée de poudre.

Dans le monde entier les luttes prennent de l'ampleur. En Amérique Latine il n'y a presque plus de pays sans bouleversements et luttes radicalisées ; dans plusieurs cas il y a des révolutions. Au Moyen-Orient, le revers de l'offensive impérialiste est la réaction des masses, et dans le reste de l'Asie la vague de luttes et de bouleversements sociaux parcourt la région depuis la crise de 1998. L'instabilité qui en résulte se manifeste dans une série de faits : les crises qui se succèdent en Corée, les rébellions en Inde et au Philippines, la situation au Timor. La corde se tend de plus en plus. Cette vague de luttes est accompagnée par une conscience de plus en plus ample que l'ennemi des peuples est le gouvernement nord-américain ; un sentiment anti Etats-Unis est en train de se développer.

En plus, au fur et à mesure que se développe l'offensive du gouvernement Bush, elle donne lieu à des situations comme la mobilisation révolutionnaire du peuple Argentin, l'amplification de la campagne contre la ZLEA (zone de libre échange des Amériques ou ALCA) et l'importance de plus en plus accentuée de l'exigence de ne pas reconnaître la dette extérieure et de rompre avec le FMI derrière laquelle se retranchent les mêmes groupes financiers impérialistes et leurs agents nationaux ; tout cela représente des menaces très sérieuses pour les dirigeants et le capital financier nord-américains. Les plans militaires en Colombie, les bases dans toute la zone amazonienne, et l'intervention aussi bien au Vénézuéla qu'en Argentine essaient d'éviter que la rébellion prenne possession de toute l'Amérique du Sud.



La recette est toujours la même. La grande innovation d'Anne Krueger, candidate de Bush pour le FMI, est la proposition d'une espèce de concordat financier pour les pays qui ne peuvent pas honorer dans les délais les intérêts et amortissements de la dette. Les gouvernements complices des pays latino-

américains font de tout pour convaincre Washington qu'ils ne vont pas abandonner la voie de la libéralisation des marchés et leur insistance à suivre le modèle ne fait qu'augmenter les crises. En Amérique Latine, les masses se rebellent de plus en plus et différents gouvernements et régimes néo-libéraux comme ceux de De la Rúa, de Fujimori, de Fernando Henrique Cardoso, viennent de payer le prix pour vouloir appliquer cette politique dans leurs pays respectifs.

Les peuples en ont maré des rapines et des pertes : en Bolivie, le phénomène des *cocaleros* d'Evo Morales et la lutte pour l'eau ont mis à l'ordre du jour la lutte contre l'impérialisme, alors que la candidature d'Evo a su mettre à profit la censure et les menaces de l'ambassadeur nord-américain contre lui. Au Pérou les luttes ont forcé Toledo à faire marche arrière dans la question de la privatisation des centrales électriques et l'on mis en échec après moins d'un an de gouvernement. En Argentine les organismes populaires ont un programme de rupture avec le FMI, de non-reconnaissance de la dette extérieure et d'expropriation des banques. Au Brésil on a eu d'abord la campagne victorieuse contre la ZLEA avec plus de 10 millions de votes au référendum et puis les élections présidentielles où s'est manifesté un refus du néo-libéralisme. Au Paraguay les paysans, les étudiants et les travailleurs ont imposé un recul dans le programme de privatisations. Au Vénézuéla, les masses ont mis en échec un coup d'état monté par l'impérialisme, en dépit de Chavez. En Uruguay, un procès similaire à l'argentin suit son cours après la faillite du système financier.

Dans tous ces procès a lieu une identification claire de l'ennemi, de celui qui se trouve derrière les attaques aux conditions de vie et au patrimoine des peuples : l'impérialisme nord-américain. On brûle des drapeaux des Etats Unis et des poupées avec la figure de Bush et on explique les mécanismes par lesquels la ZLEA prétend finalement coloniser toute la zone. L'élection de Lula au Brésil et de Lucio Gutierrez en Equateur font état, même si c'est de façon distorsionnée, de l'épuisement du néo-libéralisme, un procès qui prend forme à échelle continentale. Les deux nouveaux présidents ont donné des signaux à Washington de leur bonne volonté concernant les plans économiques et les contrats souscrits par leurs prédécesseurs et ont déclaré ne pas vouloir rompre avec le marché financier ou la ZLEA, mais le sentiment anti-impérialiste et les luttes tendent à s'intensifier dans leurs pays et peuvent entrer en collision avec leurs gouvernements.

Tout cela pour dire que l'offensive impériale de Bush, l'objectif de recoloniser à tout prix, est en train de générer une situation insupportable à échelle mondiale, une situation qui entre de plus en plus en confrontation

avec la montée des luttes et les révolutions dans le continent latino-américain et qui force Bush à investir d'avantage dans la répression afin de maintenir son empire.

L'alternative entre l'issue socialiste et la tutelle coloniale commence à être mise à l'ordre du jour dans tout le continent. Bush veut imposer la ZLEA précisément en ces temps d'ébullition et de rébellion. Le mouvement contre la ZLEA et ses activités coordonnées à Quito ainsi que les actions contre la dette et le FMI peuvent entraîner une vaste mobilisation anti-impérialiste qui unifie les procès révolutionnaires comme celui de l'Argentine et auparavant celui de l'Equateur avec les autres pays en mobilisation. La corde se tend de plus en plus et toute rupture peut précipiter un procès latino-américain et international de réaction contre l'impérialisme nord-américain.

Le phénomène de "l'anti-américanisme"

Un sentiment se développe parmi les peuples opprimés, l'anti-impérialisme qui parfois prend la forme de l'anti-américanisme. Il y a des revues et des institutions pro-impérialistes qui sont alarmées par la vitesse et l'intensité avec lesquelles se répand cette indignation contre les "seigneurs du monde". Elle se manifeste clairement dans les manifestations après les attentats du 11 septembre ou certains secteurs des masses, spécialement mais non exclusivement dans le monde arabe et musulman, ont fêté l'écroulement des tours.

Ce n'est pas uniquement dans les villes et la campagne du monde arabe ou d'Amérique Latine que ce phénomène se développe. En Europe aussi l'indignation contre la guerre et les menaces croissantes de plonger le monde entier dans une escalade militaire à cause de la voracité du pillage impérialiste, mène à un déplacement vers la gauche de la jeunesse et d'amples secteurs de travailleurs.



Les panneaux identifiant Bush et Blair à Londres, d'autres qui montrent Bush comme un chien furieux ou un fanatique religieux en Italie, et même des manifestations à l'intérieur des Etats Unis, quoique limitées encore à un secteur de l'avant-garde, vont dans ce sens. Depuis la guerre au Vietnam il n'y a pas eu un courant anti-impérialiste de cette envergure à échelle

internationale, et actuellement la situation économique est bien pire, tendant à lier les deux questions. Lors de la grève nationale récente en Italie contre les lois de Berlusconi, dix millions de travailleurs ont débrayé et deux millions ont manifesté dans la rue ; ces mobilisations avaient comme thème central le rejet de la politique impérialiste de Bush et de son invasion annoncée en Irak.

La mobilisation contre la guerre

Une suite de marches et de mobilisations contre la guerre a commencée à prendre possession des rues, spécialement en Europe. Il y a une différence significative de la lutte en cours par rapport aux mouvements lors de la guerre au Vietnam : l'organisation de comités et d'activités contre la guerre prend de l'ampleur *avant même* le déploiement de l'invasion annoncée. Déjà pendant la préparation de la guerre, d'importantes mobilisations ont eu lieu, surtout en Europe mais aussi aux Etats Unis.

L'écrivain Tariq Ali a évoqué dans un article l'ambiance de la manifestation du 28 septembre à Londres, considérée comme la plus importante depuis la II guerre mondiale : "Non à la guerre contre l'Irak, Justice pour la Palestine", voilà les deux thèmes qui ont unifié tous les participants ce samedi 28 septembre. La chaîne de télévision *Sky* de Murdoch disait qu'ils étaient 400 000. La radio irlandaise a insisté sur le fait qu'ils étaient un demi million. *Channel Five News* parlait de "plus d'un quart de million". Seul la *BBC TV* donnait "l'estimation de la police" de 150 000. Soyons modeste. Concédonsons qu'il y avait plus de 350 000 personnes, venues de toute part du pays pour manifester leur mépris vis à vis de Tony Blair et de son soutien à la guerre que Bush prépare contre l'Irak. Ce jour même avait lieu une grande mobilisation de plus de 50 000 personnes contre la guerre à Rome.

Même aux Etats Unis, où pour des raisons évidentes la pression militariste patriotique et anti-terreur est plus forte, un manifeste de 4 000 intellectuels et artistes a été publié dans le *New York Times* à l'occasion de l'anniversaire des attentats ; Sudsan Sarandon, Roberto Altman et beaucoup d'autres l'ont signé et appellent à rejeter la répression déchaînée après le 11 septembre et à résister contre la guerre.

Le 26 octobre, une grande manifestation a Washington a marqué un défi face à Bush. Selon les organisateurs, 100 000 personnes sont descendues dans la rue pour y faire "la plus grande manifestation contre la guerre depuis la guerre au Vietnam" ; leurs mots d'ordre étaient "de l'argent pour l'emploi, pas pour la guerre", "stop à la guerre contre l'Irak". Le même jour à Berlin se

sont réuni 30 000 personnes et il y a eu des manifestations à San Francisco, à Chicago, au Mexique, au Japon et en Corée du Sud.

Le grand événement a été la manifestation européenne du 9 octobre, à l'occasion du Forum Social de Florence, avec plus de 400 000 personnes, suite à la résolution de l'ONU qui acceptait la position des Etats Unis. Alors que les gouvernements européens, ainsi que le russe et le chinois, se sont pliés à la volonté impériale, la participation massive de la jeunesse et des travailleurs de tout le continent a démontré que le phénomène touche l'Europe entière et est de plus en plus coordonnée, selon la description de la CNN :

"Une manifestation a réuni au moins 400 000 participants dans les rues de Florence, selon les chiffres de la police et des organisateurs. La manifestation était programmée comme un des événements du Forum Social Européen - une réunion de groupes contestant la globalisation - mais elle a reçu un objectif nouveau et plus ample après le vote à l'ONU. Depuis tôt le matin des autocars spéciaux et près de 20 trains ont commencé à arriver à Florence, amenant des manifestants de toute l'Europe. La police a renforcé la sécurité dans la cité de la renaissance en installant des blocages. Au centre, les magasins restaient fermés. 'C'est le premier acte de protestation continental contre la guerre et je pense qu'il est vital, ayant un impact réel' disait Guy Taylor, un activiste du groupe britannique Globalise Resistance dans un commentaire, et il y ajoutait : 'Il y a tellement d'opposition - et tellement forte - contre la guerre que je pense qu'on peut l'éviter.' Tout au long de la marche, les manifestants faisaient état de leur révolte contre la résolution qui exige de l'Irak l'accès total des inspecteurs d'armes de l'ONU sous peine de 'conséquences sérieuses' en cas de refus."

Il y a une différence avec la situation lors de la guerre contre l'Afghanistan. La coïncidence de la crise économique avec la montée étendue des luttes à échelle mondiale et la violence de l'offensive de Bush - qui le fait apparaître clairement, non comme défenseur de la "liberté" ou d'une "intervention humanitaire" mais comme le responsable direct d'une guerre de conquête coloniale à peine voilée - met à l'ordre du jour la possibilité d'un mouvement beaucoup plus ample et d'envergure internationale qui peut faire reculer Bush et qui ferait payer très cher à ses alliés le prix d'une invasion en Irak et de l'option de guerre sans merci contre les peuples.

Il y a la possibilité d'imposer une défaite importante à l'offensive impériale.

Angleterre

La nouvelle avant-garde du mouvement ouvrier

BILL HUNTER

Dirigeant de l'ISL (Angleterre) et de la LIT-QI

Le Congrès des Syndicats Britanniques

Durant la deuxième semaine de septembre 2002, le Trade Union Congress (TUC - Congrès des Syndicats Britanniques) reflétait le profond mécontentement qui envahit les travailleurs et des sections de la basse classe moyenne en Grande-Bretagne. On estime que 80% de la population est opposée aux politiques de privatisation du gouvernement New Labour. Il existe aussi une large opposition au gouvernement Bush et à ses plans de guerre contre l'Irak.

Le premier jour de ce Congrès, les leaders syndicaux, particulièrement ceux des syndicats des services publics, firent souvent référence à ces sentiments parmi leurs militants de base. Ce même jour, une résolution fut également approuvée à l'unanimité en faveur d'une lutte pour augmenter la contribution des employeurs aux pensions et résister à leur détérioration par les politiques du gouvernement et des grandes entreprises qui les lient au casino de la Bourse.

Alors que le Congrès se réunissait, les dirigeants du Fire Brigades Union (FBU - syndicat de pompiers) organisèrent parmi leurs membres un scrutin sur une action de grève générale. Le résultat fut une écrasante majorité en faveur de la grève. Cela faisait 25 ans que le FBU n'avait plus fait de grève nationale. Depuis ce vote, il y eut plusieurs jours d'arrêt de travail qui ont conduit, par mesure de sécurité, à la fermeture de certaines stations du métro londonien et du tunnel de la Manche où les pompiers français ont refusé d'assumer ce jour les tâches de sécurité des pompiers anglais.

Ces deux dernières années, de nouveaux leaders syndicaux, avec des programmes de gauche, ont été élus dans différents syndicats britanniques des services publics suite au renforcement du sentiment contre le gouvernement New Labour et ses politiques. En 2000, dans le Public and Civil Services Union (PCS - syndicat des services publics et civils), Mark Zerwotka, membre d'un groupe trotskiste de l'Alliance Socialiste, fut élu Secrétaire national du syndicat par 60 % des membres. L'aile droite

majoritaire de l'Exécutif national refusa de travailler avec lui mais ils furent mis en échec après plusieurs réunions houleuses des membres du syndicat et une action légale.

Le syndicat a 280 000 adhérents parmi lesquels la moitié des employés de l'Etat britannique. *The Economist* du 13 avril concluait que la bataille "*dans le plus gros syndicat des services publics...pouvait décider du succès ou de l'échec de Tony Blair à appliquer son plan de réforme des services publics*". Il ajoutait : "*Ce qui préoccupe Downing Street⁵ c'est que Mark Zerwotka, qui est amené à devenir le secrétaire général et le leader du syndicat en juin, se décrit allègrement comme étant d'extrême gauche et membre de l'Alliance Socialiste*".

The Economist considérait que le développement dans le PCS mettait en lumière des problèmes croissants pour les gouvernants de Grande-Bretagne et du New Labour. Il notait que les événements dans le PCS faisaient partie d'un processus dans d'autres syndicats, où des leaders de gauche avaient été élus : "*Mick Rix, le secrétaire général de l'ASLEF, le syndicat des conducteurs de train, est maintenant un membre du Labour Party après quelques années passées dans le Socialist Labour Party (Parti socialiste du travail), plutôt l'aile gauche. Bob Crow fut soutenu par l'Alliance Socialiste trotskiste quand il devint secrétaire général du RMT, l'autre syndicat important des travailleurs du rail. Dans les derniers mois, ces deux syndicats ont fait des grèves de un et deux jours qui ont touché les usagers du sud-est et du nord de l'Angleterre, du nord de Wales et de l'Ecosse.*"

Maintenant, deux des plus gros syndicats (le syndicat général et municipal des fabricants de chaudières et Unison) ont mis en avant, à la conférence du Labour Party de fin septembre, des résolutions demandant que le gouvernement mette fin au partenariat avec la finance capitaliste dans les anciennes industries nationalisées.

Une tradition de luttes

La classe ouvrière britannique est au début d'une grande montée de la lutte qui fait suite à des décennies de changements historiques dans l'organisation et la force de la classe ouvrière. Durant un siècle et demi, l'avant-garde des syndicats était constituée par les mineurs, les travailleurs de l'acier et de la construction navale, les travailleurs de la construction et du bâtiment, et les travailleurs des manufactures, particulièrement de l'ingénierie.

⁵ C'est-à-dire le Premier Ministre britannique, dont le cabinet se trouve à Downing Street 10

Avant la deuxième guerre mondiale, un million de mineurs pouvaient secouer le pays avec leurs luttes. En leur défense, une grève générale de 9 jours fut organisée en 1926, conduisant le pays au bord de la révolution. En 1972 et 1974, les luttes des mineurs ébranlèrent des gouvernements.

Ces anciens bataillons de la classe ouvrière dans les syndicats ont été affaibli de manière décisive. Des gisements entiers de charbon ne sont pas exploités et il reste à peine quelques centaines de mineurs à travers le pays. Les travailleurs de l'acier et les dockers ont été dramatiquement réduits. Cependant, malgré les historiens, les commentateurs et les ex-marxistes à la retraite, qui nous disaient, dans les années 70, que nous assistions à la fin de la classe ouvrière comme force puissante dans une société post-industrielle ; malgré cela, une nouvelle période intense de lutte de classe politique et économique s'ouvre en Grande-Bretagne, avec, au premier rang, les syndicats. Les anciennes traditions seront maintenant transmises aux nouvelles générations organisées principalement dans les syndicats des services et des transports.

La conclusion impressionniste que le Socialist Workers Party (SWP, le plus grand groupe d'extrême-gauche dans l'Alliance Socialiste anglaise) répète à la légère, est que la deuxième moitié du 20^{ème} siècle fut celle d'une mise en veilleuse de la lutte en Grande-Bretagne et en Europe. En fait, cette période fut caractérisée par de grandes luttes de la classe ouvrière. Les contradictions pendant cette période (le SWP, un groupe sectaire de propagande qui se développa sur la théorie qu'à l'Union Soviétique il y avait le "capitalisme d'état", a toujours des difficultés avec les contradictions), furent les retraits et les trahisons dans les bras de la droite, de la direction. Cela rend l'histoire réelle importante pour les travailleurs britanniques aujourd'hui, alors qu'une nouvelle direction est en train d'apparaître.

L'offensive de Thatcher et du Labour contre les travailleurs

Dans les années 70, une offensive contre la classe ouvrière fut sérieusement préparée alors que Thatcher dirigeait un gouvernement Tory sous la bannière de l'écrasement du pouvoir syndical. L'Etat et le gouvernement avaient fixé leur attention sur la destruction des sections les plus fortes parmi les travailleurs, et ce, même aux dépens des industries basiques et manufacturières sur lesquelles le capitalisme britannique avait construit son expansion dans le passé.

L'offensive, qui visait à modifier le rapport de forces entre le capitalisme et la classe ouvrière organisée, remporta quelques succès apparents grâce à la capitulation des dirigeants syndicaux, particulièrement dans les années 80.

Durant les trois dernières décennies du 20^{ème} siècle, les attaques contre les organisations syndicales, les conditions de travail et les salaires, furent plus importantes et plus longues en Grande-Bretagne que dans les autres pays de l'Europe.



Grève des mineurs de 1984/85

Mais de nouvelles sections et de nouvelles générations entraient déjà en lutte dans les années 70 et le développement important du sentiment anticapitaliste qui existe aujourd'hui en Grande-Bretagne (et bien sûr à travers le monde) était déjà évident à l'époque.

La réponse à l'offensive des employeurs, de L'Etat et du gouvernement contre la classe ouvrière fut une augmentation constante du pourcentage de la force de travail syndiquée. Dans les années 70, alors que les travailleurs cherchaient une organisation dans la lutte contre l'offensive politique et économique, les syndicats connurent leur plus forte augmentation de membres *depuis la grosse vague du syndicalisme au 19^{ème} siècle*. Les mineurs firent échouer à deux reprises les gouvernements Tory (en 1972 et 1974) qui avaient, comme point central de leur politique, le contrôle des syndicats. Il fut mis en déroute en 1972 quand il s'opposa à une augmentation de salaire pour les mineurs qui furent alors soutenu par des actions de solidarité de travailleurs empêchant le charbon d'être transporté. Plus tard, sa tentative d'introduire une loi des relations industrielles fut confrontée à des manifestations et des grèves, l'obligeant, en 1974, à démissionner en plein milieu d'une grève des mineurs.

Un autre gouvernement Labour fut élu en 1974 avec le sentiment, parmi les travailleurs, d'avoir remporté une victoire face aux attaques contre les syndicats et l'espoir de voir ce nouveau gouvernement protéger leur organisation. En fait, alors que les attaques législatives étaient ouvertement menées, le gouvernement, les leaders syndicaux et les employeurs se réunirent pour accepter un "contrat social", freiner les augmentations de salaires et aider à la réorganisation de l'industrie britannique.

Les fermetures d'usines, de chantiers navals et de mines augmentèrent en même temps que les licenciements de mineurs, de dockers et d'autres travailleurs. Le chômage croissant et le «contrat social» eurent comme conséquence, pendant la période de ce gouvernement Labour, la diminution des salaires réels des travailleurs britanniques, chose qui n'était plus arrivée depuis deux décennies.

Entre-temps, l'Etat se préparait à la lutte contre les plus fortes sections des travailleurs. Il avait tiré des leçons de 1972 et 1974 qu'il utilisa lors de la grève des mineurs de 1984/85, dans la façon dont il déploya sa police, son appareil judiciaire et sa propagande. Jasper Ridley, un dirigeant Tory associé de Margaret Thatcher élaborait une stratégie pour venir à bout de la force des travailleurs et particulièrement des mineurs.

Il y eut une expansion des syndicats des travailleurs des services et ceux-ci furent impliqués dans ce qu'on a appelé "l'hiver du mécontentement" en 1979, résultat direct de l'application, par le gouvernement Labour de 1976, des conditions imposées par le FMI en échange d'un prêt. Ces conditions furent une coupe dans les budgets de la santé et des services publics. A la fin de 1979, les demandes salariales explosèrent en un certain nombre de grèves, et les politiciens Tory, aidés par les médias, exagérèrent les effets des grèves des travailleurs des eaux d'égouts et des cimetières (il fut question de corps non enterrés et de menaces de débordement des égouts). Tout cela dans l'intention d'effrayer les gens de la classe moyenne par la peur du "pouvoir des syndicats".

Le gouvernement Labour appela à une élection générale et Thatcher gagna. Son gouvernement était préparé à détruire l'industrie manufacturière britannique dans le but de supprimer les organisations de la classe ouvrière qui, historiquement, constituaient l'avant-garde de la classe : les mineurs, les travailleurs industriels et des chantiers navals et des transports, et les dockers. Le gouvernement impulsa son programme de criminalisation de l'activité syndicale mais non sans actions des travailleurs contre cette criminalisation.

A partir du moment où il assumait le pouvoir, le gouvernement Thatcher commença à mener consciemment ce qu'il espérait être la phase finale de la destruction de la force de la classe ouvrière. Il accéléra l'attaque contre la force syndicale et les sections traditionnelles de la classe ouvrière telles les dockers et les mineurs.

Le gouvernement Tory commença immédiatement en introduisant ses lois antisyndicales qui freinèrent les grèves et réduisirent les droits syndicaux. En 1981, le TUC et le parti Labour appelèrent à des manifestations contre le gouvernement Tory à Cardiff, Liverpool, Glasgow et Londres et il y eut des manifestations massives de centaines de milliers de personnes dans toutes les villes du pays. Dans les premières années du gouvernement Tory, les leaders syndicaux déclaraient qu'ils résisteraient aux lois antisyndicales jusqu'au bout et exprimèrent leurs intentions de refuser de s'y soumettre. Certains firent des déclarations selon lesquelles ils iraient en prison pour défendre les droits syndicaux. L'histoire a montré le peu de courage qu'il y avait derrière ces vantardises.

Quand la classe ouvrière commença à développer l'unité dans la lutte, l'action de ces dirigeants montra clairement leur opposition à un mouvement de classe uni et leur peur d'un tel mouvement.

La récession des années 80

Au début des années 80, il y eut une récession économique. Des fermetures et des licenciements furent annoncés à une échelle encore jamais vue. Les intérêts des travailleurs de l'acier, de l'industrie automobile, des mineurs, des dockers, des travailleurs de chemins de fer et des autres travailleurs qui perdaient leur emploi étaient clairement liés. Tous les travailleurs furent menacés par la législation Tory qui éliminait les droits syndicaux gagnés par des luttes au cours des années. La tâche brûlante des dirigeants était de mener une campagne pour une lutte unifiée. Les leaders syndicaux se virent contraints de parler de faire des fronts communs pour faire échouer les attaques gouvernementales. Toutefois, la "triple alliance" des syndicats du charbon, de l'acier et des chemins de fer qui fut mise en place n'organisa jamais rien. Cette alliance se rompit durant la grève des mineurs : les travailleurs de l'acier furent confrontés à des licenciements massifs de masse dans le sud de Wales, il y eut la menace d'une grève générale et les dirigeants syndicaux battirent immédiatement en retraite.

En 1980, ils prévinrent une grève générale alors qu'il existait un puissant mouvement de solidarité dans la zone industrielle du sud de Wales qui menaçait de s'étendre à tout le pays contre les licenciements dans l'industrie

de l'acier et du charbon et en soutien à une grève des travailleurs de l'acier. Le *Daily Mirror* commentait, le 29 janvier 1980 : "*Soudainement, la scène est devenue plus explosive et plus dangereuse qu'on ne l'aurait pensé il y a quelques semaines*".

Le souci principal du TUC était d'éviter n'importe quelle confrontation trop brutale. Le *Times* du 30 janvier parlait de l'anxiété des leaders syndicaux alors que la grève générale que les travailleurs du sud de Wales réclamaient devenait une réelle possibilité. Son principal éditorial déclarait : "*Une grève générale est essentiellement un geste révolutionnaire et les dirigeants actuels des syndicats sont, en majorité, aussi loin d'être révolutionnaire que n'importe quel groupe en Grande-Bretagne. La cible d'une telle action ne serait pas un employeur ordinaire mais le gouvernement qui détient entre ses mains l'avenir des trois industries les plus directement impliquées (l'acier, les mines et le chemin de fer). Ce serait un défi politique direct à la capacité du gouvernement de mettre en application ses politiques sur une grande partie de la Grande-Bretagne. Ce n'est pas étonnant que les dirigeants du TUC aient peur de perdre le contrôle.*"

Les leaders du syndicat britannique ont réussi à bloquer une action unie des syndicats de l'acier, des mines et du chemin de fer et à minimiser l'action des sections des militants de base des syndicats - comme les dockers - qui, pendant la grève de l'acier, débrayaient parfois contre le transport de l'acier ou du charbon pour les hauts fourneaux.

Lors de la grève des mineurs en 1984/85, d'autres sections puissantes des travailleurs étaient en conflit avec le gouvernement Tory : les travailleurs des chemins de fer, les conducteurs de bus et les dockers. Le Conseil Municipal Labour de Liverpool était aussi en conflit avec le gouvernement pour avoir refusé d'augmenter les taxes municipales.

Le gouvernement fit échouer les demandes des mineurs car, avec l'aide des dirigeants travaillistes et syndicaux, il isola les mineurs tout en faisant de petites concessions à tous les autres fronts pour frustrer une action unifiée. Le TUC n'aida pas du tout la grève des mineurs de 1984/85. Au contraire, il la sabota.

La lutte contre la Poll Tax

La défaite des mineurs fut suivie par celle de la grève des dockers en 1989. Mais ce fut à cette période que commença un puissant mouvement de protestation contre la *Poll tax*, qui secoua le gouvernement Tory et conduisit à la fin de la direction de Thatcher sur le parti Tory. Les travailleurs et certains

protestataires de la classe moyenne refusèrent de payer cette taxe, accablante pour les secteurs les plus bas de la société. Ce mouvement faisait lui-même partie d'un mouvement plus général d'augmentation du mécontentement contre le gouvernement tory des années 80 et 90.

L'opposition augmentait face à la corruption généralisée, aux fortunes créées par la privatisation des industries et des services et à la polarisation croissante des richesses entre le haut et le bas de la société.

L'amertume était de plus en plus grande face aux coupes de budget dans la santé et l'éducation, face au traitement des malades, des handicapés et des démunis, face à l'accroissement du luxe d'un côté de la société et de la pauvreté de l'autre.



Avec les ravages de la privatisation, telle que nous l'avons connu dans les chemins de fer, il y a énormément de questions de sécurité, de santé et de voyage qui touchent des masses de personnes dégoûtées de la corruption et de l'avidité des requins manipulateurs financiers faisant fortune. En 1997, le parti New Labour fut élu sur base des sentiments anti-capitalistes et anti-Tory de larges sections des travailleurs et de la basse classe moyenne en Grande-Bretagne. Mais très rapidement, il devint clair à une grande partie des partisans du Labour que les politiques du New Labour étaient des politiques capitalistes directement opposées aux sentiments de ces électeurs. C'est la raison de l'augmentation des absentions dans les rangs traditionnellement Labour, abstentions qui ne sont pas le produits d'une apathie politique comme la plupart des commentateurs le déclarent, mais d'une opposition positive au parti Labour pour ses politiques Tory. Les anciens partisans Labour ont l'impression d'avoir été déçus.

Pour une nouvelle direction

Il y a une leçon centrale à tirer des années 70 et 80 et que les travailleurs britanniques qui entrent en lutte aujourd'hui doivent apprendre : le besoin d'une direction qui organisera les luttes et les mesures nécessaires pour imposer un programme par la lutte, dans l'intérêt des travailleurs. Ceux-ci doivent être clairement conscients du danger des dirigeants qui brouillent les cartes.

Il y a des dirigeants, dans les syndicats, qui sont enfoncés jusqu'au cou dans les compromis de classe et les compromis avec le New Labour. Au TUC, ils dissimulèrent les enjeux et capitulèrent devant les préparatifs guerriers de Bush et Blair. Ils modifièrent une franche opposition à la guerre en un lâche appel pour que Bush passe par les Nations Unies.

Les problèmes grandissants de la crise économique et la guerre capitaliste appellent à des principes de classe clairs et à un programme de lutte pour une classe ouvrière qui est autant opposée au New Labour qu'elle ne l'était au Thatcherisme. Le Congrès du syndicat refléta l'existence, dans la classe ouvrière, d'un large support contre la privatisation et ce qu'on appelle le partenariat public-privé du New Labour, en faveur de la fin de la législation antisyndicale et contre la guerre en Irak. Dans ces conditions, le grand besoin actuel est de construire une direction dans les syndicats qui organisera agressivement les forces de la classe ouvrière dans une lutte unifiée autour de ce programme et pour le contrôle des travailleurs et des utilisateurs dans les services publics.

Il y a eu, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, de nombreuses preuves de la capacité de lutte du monde du travail en Grande-Bretagne et à travers le monde. La raison des retraits et des échecs de faire valoir notre vision prémonitoire de l'avancement des gens du rang, de leur émancipation et de la société socialiste, doit être cherchée parmi ceux qui ont dirigé les luttes.

Cette histoire a montré que dans la société capitaliste, l'idéologie dominante du capitalisme et les multiples points de pression et de corruption de l'Etat et des employeurs, exercent leurs exigences continues, insidieuses et implacables sur les dirigeants de la classe ouvrière. La classe ouvrière doit développer une direction consciemment armée contre cela et préparée à lutter agressivement jusqu'au bout pour le programme qui a maintenant été acclamé par la base. Elle doit développer une unité de lutte au niveau international et national. Et surtout, elle doit étudier les leçons de la crise révolutionnaire commencée en 1980.

Vénézuela

Une révolution sur la croisée de chemins

AMÉRICO GOMES
Dirigeant du PSTU

Entre le 11 et le 13 avril, la révolution et la contre-révolution se sont trouvées face à face dans les rues du Vénézuéla. D'un côté la férocité de l'impérialisme et des secteurs de la bourgeoisie nationale, avec leurs groupes paramilitaires et leur police, cherchant la dérouté du procès révolutionnaire qui parcourt le pays. De l'autre côté, la volonté révolutionnaire des masses avec leurs caractéristiques spécifiques, leurs organisations de base et la solidarité populaire.

Dans cet affrontement, l'insurrection populaire a gagné ; elle a mis en échec le coup d'état pro-impérialiste et a ramené Chavez au pouvoir.

Toutefois, l'affrontement n'en est pas resté là. La droite continue à conspirer pour renverser le gouvernement de Chavez et combattre le procès révolutionnaire *par tous les moyens*.

Entre-temps, les forces révolutionnaires s'organisent dans les *Cercles Boliviariens*, les *Comités de la Terre*, les *Assemblées* et les *Coordinations populaires*, les *Réseaux Sociaux* et les *Syndicats de lutte*, pour lutter afin d'approfondir la révolution.

Le Vénézuéla est un pays divisé entre la révolution et la contre-révolution, et se trouve sur un des nœuds de la polarisation des classes en Amérique Latine.

L'impérialisme et la bourgeoisie ont articulé le coup d'état.

Le premier grand mensonge qu'on essaye de faire passer est que, le 11 avril, il n'y a pas eu de coup d'état programmé d'avance, mais "*un soulèvement spontané du mouvement de masses qui a mené à un vide de pouvoir, occupé par un gouvernement civico-militaire*".

A vrai dire, le coup d'état avait été articulé et préparé de longue date, avec des déclarations de la bourgeoisie et du gouvernement nord-américain à la presse. Y a collaboré une alliance occasionnelle entre les secteurs les plus réactionnaires de la société vénézuélienne, avec à la tête Pedro Carmona Estanga, ancien président de la Fédération des Chambres de Commerce du Vénézuéla (Fedecamaras), soutenu par le bureaucrate suprême Carlos

Ortega, président de la Centrale des Travailleurs du Vénézuéla, la haute bureaucratie de la Compagnie de l'état Petroleos de Venezuela (PDVSA), des militaires liés à l'ancienne oligarchie, des bureaucrates d'ADECO et du COPEI qui ont du quitter l'appareil de l'état après la défaite aux dernières élections, la haute hiérarchie de l'église catholique dans la figure de monseigneur Baltazar Porras, président de la Conférence Episcopale de Vénézuéla, l'ancien président bien connu Andrés Pérez, responsable de millions de morts lors du *Caracaso*, et les patrons des grands moyens de communication comme Gustavo Cisneros.

Tout cela était bien articulé par l'impérialisme nord-américain à travers son ambassadeur Charles Shapiro. Après le coup d'état, Shapiro s'est réuni deux fois avec le dictateur Carmona en moins de 36 heures, donnant suite à des rencontres antérieures.

Toute cette coordination putschiste a appelé à une grève générale pour le 9 avril, quand ils ont essayé de paralyser l'industrie pétrolière (voire cadre). Ils ont fermé les entreprises et paralysé le transport par des actions de lock-out. La grève, qui devait durer 24 heures, a été transformée par après en grève pour un temps indéterminé.

Le seconde acte était d'organiser une marche sur le Palais présidentiel de Miraflores le 11 avril, avec l'objectif clair de provoquer un conflit sanglant.

Une fois arrivés sur les lieux, des provocateurs paramilitaires et des membres de la Police Métropolitaine de Caracas (d'Alfredo Peña) ont eu un affrontement avec des activistes des Cercles Bolivariens. La mort de 17 personnes dans ce conflit a été la mèche pour déclencher le coup d'état, en accusant Chavez d'être responsable de génocide et de crime contre l'humanité.

Les militaires putschistes, sous la direction du Général Lucas Rincón Romero, se sont emparés de Chavez et l'ont emmené à Forte Tirana. Rincón a annoncé que le président avait "renoncé" et que lui, ainsi que d'autres commandants de l'armée, mettaient aussi leur mandat à disposition. Le poste de président étant vacant, ils ont appelé Carmona à s'en charger. Ils ont constitué immédiatement un nouveau régime et ont annoncé de nouveaux décrets présidentiels : ils ont supprimé le mot "Bolivarienne" de la dénomination de la République et dissout l'Assemblée Nationale, le Tribunal Suprême de la Justice et le Conseil électoral ; ils ont destitué les préfets et les gouverneurs et ils ont annulé l'accord entre le Venezuela et Cuba concernant l'échange de pétrole et d'assistance médicale et sportive.

"L'arbre de la démocratie est arrosé par du sang"

Ils ont donné le coup d'état et déclenché la répression dans les rues. Des forces putschistes comme la Police Métropolitaine de Caracas et la Police Politique DISIP, étaient soutenues par des groupes paramilitaires formés de groupements d'extrême droite tels que Primera Justicia, les francs-tireurs de l'Action Démocratique et des groupements soi-disant de gauche comme Causa R et Bandera Roja ; ces paramilitaires, munis de fusils et de revolvers, allaient à la chasse de préfets, de militants chavistes et de dirigeants syndicaux et communautaires combattifs. Il y a eu plusieurs morts cette nuit-là.

Le commandement de la Guardia Nacional annonçait que la Guardia n'allait pas réprimer ; elle se réfugiait dans les casernes et laissait courir. Les préfets de Caracas, Chacao et Baruta ont ordonné des invasions de domiciles et ont arrêté des activistes. Des manifestants ont rompu l'entrée de l'ambassade cubaine et ont essayé d'y pénétrer pour chercher des exilés supposés.

Le coup d'état a été vaincu par les masses en insurrection.

La seconde grande imposture racontée était que Chavez est retourné au pouvoir grâce à un contrecoup d'état des militaires. En fait, c'est bien l'insurrection populaire qui a fait échouer le coup d'état et a ramené le président au pouvoir.

La nuit du 12 avril, les protestations ont commencé à Guarenas, dans la banlieue de Caracas. Le 13 avril, elles se sont généralisées à travers tout le pays.

Bolivar, un travailleur du pétrole du *Movimiento Clasista La Jornada*, nous a donné une image de l'ambiance insurrectionnelle de Caracas : "*Quand nous nous sommes rendu compte, il y avait des centaines de personnes dans la rue et, ce qui était tout un symptôme, les gens allaient vers les casernes, principalement la caserne des Caçadores qui se trouve en ville. Ils chantaient: "Il reviendra, il reviendra, Chavez reviendra !"* Cette pression sur les casernes de tout le pays a été décisive, ce que d'ailleurs Chavez lui-même a confirmé par après : la hiérarchie était cassée. Les soldats faisaient des assemblées pour discuter et ne reconnaissaient que le gouvernement de Chavez. Les casernes les plus importantes du pays étaient encerclées par la population, principalement à Caracas, Maracaíbo, Maturín, Maracay et Valencia, et cela a incliné la balance vers l'insurrection auprès des soldats. (...)

Je n'ai pu observer la mobilisation dans la banlieue qu'après être arrivé à Guarenas y Guatire. En arrivant à Guatire j'ai vu une grande concentration de véhicules bloqués. Leurs occupants me répétaient qu'on "ne pouvait avancer étant donné que la situation était dangereuse". C'était l'enfer sur le chemin vers Caracas. Je me suis aventuré quand même. J'ai passé la première barrière sans problèmes mais devant la deuxième je devais m'arrêter. Les gens étaient très nerveux sur la barricade. J'ai donc fait le détour par quelques rues de Guarenas et j'ai pu avancer. Toutefois, à la troisième barricade, non de dieu, c'était foutu. Tout était fermé. On écoutait des tirs partout, même s'il n'y avait pas sur quoi tirer. Il n'y avait plus de force de police nulle part. La route vers Caracas était fermée depuis



11 heures du matin et il était déjà minuit. Nous avons abordé les gens. Ils étaient organisés, ils avaient des dirigeants. Ils avaient une installation de son qui diffusait les nouvelles de la radio, à tout volume. A côté de la route il y avait un dépôt de la police, de voitures volées ; on avait mis le feu à toutes ces voitures, un brasier impressionnant. La même situation de barricades l'une après l'autre au long de la route se succédait jusqu'au stade Vargas. Toute la ville de Caracas était isolée du reste du pays par voie terrestre. (...)

Alors j'ai été au Canal 8 à Caracas. Un tas de gens. On avait improvisé un podium et les gens faisaient des meetings, des gens de la banlieue. Encore une fois, j'ai pu constater des niveaux d'organisation. Nous nous sommes dirigés alors à Miraflores. Il y avait beaucoup de gens assez nerveux qui célébraient le prompt retour de Chavez, que les troupes de Miraflores avaient entre-temps confirmé. De là, je suis allé à la base aérienne de La Carlota, où il y avait aussi des gens concentrés autour de la base militaire. En résumé, les gens avaient pris possession de Caracas. Les chaînes de télévision avaient été fermées par la population, qui avait repris le contrôle de la chaîne de l'Etat."

Bolivar, impressionné, tire alors la conclusion : *"On avait à faire à une révolution classique. Une armée délabrée, sans autorité sur les soldats et franchement en désobéissance. Une population qui s'était emparée de la rue avec la méthode de la mobilisation et des barricades, et avec une fin politique : renverser le gouvernement militaire-patronal et obtenir le retour de Chavez. A quoi il faut ajouter qu'il y avait une direction dans la banlieue, représentée par les dirigeants communautaires et les Cercles Boliviariens."*

L'autoroute entre l'aéroport et Caracas avait été interdite au trafic ; les gens descendus des quartiers pauvres des collines le long de cette route l'avaient fermée avec des barricades de bois et de pneus enflammés et jetaient des pierres ; on entendait même des coups de feu.

Le Fort Tiuna a été encerclé par des milliers de personnes venus pendant la nuit. On entendait des coups de feu et des panneaux étaient arrachés dans la région, survolée par des hélicoptères.

Les militaires qui soutenaient Chavez se présentaient et disaient : "à vos ordres". Parmi eux, les parachutistes de la base "Libertador" de Maracay, sous les ordres du colonel Banuel, et l'infanterie de la marine de Catia La Mar.

Les putschistes faisaient des appels aux parachutistes et à l'infanterie de marine de ne pas se rendre à Caracas.

Le commandement de la Garde d'honneur, un contingent de 3 000 personnes responsable de la sécurité du palais, prenait partie pour Chavez. Armés de fusils et de revolvers, ils se sont installés dans le siège présidentiel et d'autres lieux du palais (le bataillon de la Garde était logé dans un annexe au palais).

Quand il sentit le sol se dérober sous ses pieds, Carmona a révoqué les décrets de la veille et a annoncé qu'il convoquerait l'Assemblée Nationale en session extraordinaire, entre autres pour nommer de nouveaux ministres du Tribunal Suprême.

Mais c'était déjà trop tard. Avec la population dans les rues et la plupart des militaires avec elle, la bourgeoisie putschiste n'avait d'autre alternative pour affronter les masses en insurrection que d'accepter le retour de Chavez afin de remettre l'état bourgeois sur les rails.

Le 13 avril, à 18 heures, le président de l'Assemblée Nationale, William Lara, annonçait que le pouvoir législatif allait immédiatement investir le vice-président constitutionnel, Diosdado Cabello, dans l'attente de la libération de Chavez qui allait alors reprendre son poste.

Carmona a essayé de fuir vers le siège de la compagnie pétrolière PDVSA mais il a été intercepté et retenu comme prisonnier dans le palais présidentiel même.

Vaincre les auteurs du coup d'état et avancer avec la révolution

Le coup d'état à été vaincu mais la conspiration continue. La droite a articulé un acte contre le gouvernement le 10 octobre (où ils prétendent avoir rassemblé un million de personnes). Chavez a répondu avec un acte le 14, et a rassemblé plus de personnes que la droite.

Par la suite la droite a appelé à une grève générale le 21 octobre pour exiger la renonciation de Chavez : un échec cuisant, étant donné que seulement quelques boutiques du centre de la ville avaient baissé les persiennes pour les caméras de la télévision. Mais le lendemain, des officiers qui avaient participé au coup d'état et étaient libre se sont rebellés à Plaza Francia, dans le quartier bourgeois de Altamiras (Caracas), d'où ils ont appelé à une insurrection militaire.

Etant donné le peu de soutien que la droite du coup d'état obtient auprès des masses, le peuple vénézuélien les appelle, avec un humour qui ne lui manque jamais, les "faiblards".

Entre-temps, le fait est que la conspiration pro-impérialiste continue. Le premier pas pour approfondir le procès révolutionnaire est donc de démonter et de vaincre de façon décisive les "faiblards", avec l'emprisonnement immédiat des putschistes, et de mettre fin de cette façon à l'impunité. Jugement et châtiment pour Carlos Ortega, Cisnero, Carmona, Alfredo Pena, les généraux Efraín Vásquez Velasco, Alberto Camacho Kairuz et Manuel Rosendo et l'amiral Héctor Ramírez Pérez. Libération immédiate des prisonniers de Puente Lugano (voir cadre). Expropriation, étatisation et mise sous contrôle des travailleurs des grands moyens de diffusion qui ont soutenu le coup d'état (Venevisión, Radio Caracas et RCTV, Televen entre autres). Expropriation des moyens de production des patrons putschistes qui ont participé à la grève générale, avec le mot d'ordre : usine fermée, usine

occupée sous contrôle des travailleurs. Dissolution de Fedecamaras et de CTV. Que les travailleurs construisent leur organisation syndicale indépendante. Destitution de toute la direction de PDVSA, qui doit être mise sous le contrôle démocratique des travailleurs. Démission de tous les fonctionnaires putschistes. Pour une PDVSA démocratique et au service de tous les vénézuéliens. Fermeture des ambassades des inspirateurs du coup d'état : les Etats Unis et l'Espagne. Dissolution et "refondation" des corps de police impliqués dans la répression lors du coup d'état (Police Metropolitaine de Caracas, les Polices de Baruta, Chacao et Carabobo). Aucune négociation avec les putschistes. Non à la réalisation d'un référendum ou d'élections maintenant : il s'agit de revendications de la droite qui ne sont autres que des pièges ayant comme but de neutraliser le procès révolutionnaire et de démobiliser le peuple et les travailleurs.

En plus, afin de consolider le soutien populaire, il est urgent d'avancer avec des mesures de transition contre la misère de la plupart de la population, avec un Plan Economique d'Urgence qui suspend immédiatement le payement de la dette extérieure, qui gèle le prix des produits de la consommation de base, qui augmente les salaires, qui paye une contribution d'urgence à toute la population pauvre et qui donne la stabilité de l'emploi sans limite de temps.

Il est fondamental de maintenir l'élan révolutionnaire, du point de vue politique, économique et organisationnel.

Chavez pourrait être le nouveau Allende de l'Amérique Latine

Déjà avant le coup d'état, Chavez honorait tous les accords avec l'impérialisme : la dette extérieure a toujours été payée religieusement et draine 30% du budget national ; Chavez a assumé le compromis de combattre le terrorisme et de livrer du pétrole aux Etats Unis sans aucune restriction.

Après le coup d'état, les députés du gouvernement ont approuvé une loi pour désarmer la population, ainsi qu'une nouvelle loi électorale exigée par l'opposition.⁶

Entre-temps, c'est le peuple vénézuélien qui paye pour la crise économique nationale. En dépit des grands revenus pétroliers - de l'ordre de 24 000 millions de dollars par an - l'activité économique a diminué de 7,1% en 2002 et le gouvernement prétend continuer avec son intention de réduire le budget (de 35 000 millions de dollars) de 7% ; il pourrait même élever ce

⁶ Folha de São Paulo, 25 octobre 2002, A 10, interview avec José Vicente Rangel.

pourcentage à 20% pour éviter une crise fiscale, à en croire le ministre des finances, le bourgeois Tobías Nobrega.

L'inflation accumulée des neuf premiers mois de l'année est de 26% et la dévaluation du bolivar face au dollar est de 90%, ce qui fait que 70% de la population est considérée comme pauvre, avec un chômage entre 16% et 20% et une économie informelle qui occupe 53% de la force de travail.

Le peuple vénézuélien soutient le gouvernement de Chavez contre la droite, davantage pour les aspects politiques qu'en défense de conquêtes économiques à défendre.

S'il est vrai que pendant le coup d'état Chavez n'a jamais signé sa renonciation et qu'il n'y a jamais eu de vide de pouvoir, il est également vrai que le président n'a pas offert de résistance et n'a d'aucune façon appelé à la résistance populaire ou militaire.

Après le 13 avril, il a suivi le chemin inverse de celui des revendications du peuple vénézuélien, qui voulait mettre en prison les putschistes et en découdre avec les conspirateurs. Au nom de *"la paix et la réconciliation nationale"* il permet à la plupart des militaires et des civils responsables du coup d'état de rester en liberté.

Quand il est arrivé à Miraflores, à cinq heures du matin du dimanche 14 octobre, avec un crucifix dans les mains, il a dit : *"Du calme, tout est en ordre, retournez à vos maisons, tout est sous contrôle. Je ne veux pas des armes dans les Cercles Bolivariens, ceci étant une révolution pacifique."*

Même s'il a confirmé les suspicions de la participation nord-américaine, il a dit à propos : *"Ils sont si sensibles diplomatiquement que cela ne vaut pas la peine de les traiter de cette façon, ici, dans un interview collectif"*.

Il a libéré de toute culpabilité le général Lucas Rincón et l'a maintenu dans le poste d'inspecteur général de l'Armée, en y ajoutant : *"Je ne vais pas leur faire ce qu'ils m'ont fait"*.

Le tribunal Suprême de la Justice, dont la majorité des juges ont été nommés par Chavez et qui avait été dissout par le gouvernement issu du coup d'état, à absout les militaires en disant qu'il n'y avait pas eu de coup d'état.

Même après que l'insurrection du 13 avril avait mis en échec le coup d'état, que la marche en soutien au gouvernement avait dépassé en nombre la faible marche du 10 octobre, que la Grève Civique du 21 octobre avait échoué et que 14 officiers en procès pour leur participation au coup d'état avaient appelé à la désobéissance civile, la politique de Chavez a été de négocier avec l'opposition.

L'extrême droite et l'impérialisme continuent de miser sur le renversement du gouvernement, même s'il y a deux tactiques différentes : un secteur défend carrément le coup d'état (Primeiro Justicia, Acción Democrática, Copei, Proyecto Venezuela, Alianza Bravo Pueblo), l'autre cherche une issue négociée avec anticipation du référendum (El Nacional, des secteurs de la CTV et de Fedecamaras) étant convaincus qu'ils ne disposent pas de la corrélation de forces pour vaincre le peuple par la force.

Le 1^{er} novembre, après les négociations entre le secrétaire général de l'OEA, Cesar Gaviria, le secrétaire adjoint des Etats-Unis pour l'hémisphère occidental, Otto Reich, et le vice-président José Vicente Rangel, Hugo Chavez a affirmé dans tous les journaux que, même si la Constitution Bolivarienne n'admettait un référendum qu'en août 2003, il voyait la possibilité d'une adaptation ou réforme de la Constitution : "*Cela conviendrait même de réviser certaines choses... au lieu d'être à la moitié de la période du mandat présidentiel, cela pourrait être au tiers, pourvu qu'il y ait consultation et que le peuple dise oui*".⁷

Toute cette impunité et cette négociation avec les auteurs du coup d'état provoque une inquiétude profonde dans la population qui se demande "Jusqu'où ?" !...

Construire une alternative révolutionnaire et socialiste en opposition au gouvernement de Chavez

Le gouvernement de Chavez est le fruit d'une victoire révolutionnaire du mouvement de masses mais ne prétend pas avancer dans ce procès ; bien au contraire, il veut négocier avec la droite et l'impérialisme.

Afin d'avancer dans cette négociation, il doit désamorcer la révolution, ce qui fait que sa politique ouvre la voie à la contre-révolution.

C'est comme Allende qui, après le Tancaso, loin d'attaquer les militaires responsables de ce coup, a nommé Pinochet comme ministre de la guerre et a ouvert ainsi le chemin à la droite sanguinaire.

Certaines organisations qui se disent de gauche, comme Causa R avec Andrés Velásquez et Pablo Medina, ou Bandera Roja, ont embarqué avec armes et bagages dans le camp de l'opposition bourgeoise et pro-impérialiste qui a soutenu le coup d'état.

La plupart des organisations qui se maintiennent correctement du côté du procès révolutionnaire, se refusent à critiquer sans équivoque la politique du

⁷ El Tiempo, 2 novembre.

gouvernement et de construire une organisation qui ne dépend pas du chavisme.

De cette façon, il n'existe pas aujourd'hui au Vénézuéla une organisation nationale dans le camps du prolétariat avec une politique classiste, indépendante du chavisme, en opposition au gouvernement par la gauche, qui propose la défaite définitive de la droite responsable du coup d'état et qui dénonce clairement que cette orientation n'est pas la politique de Chavez.

Il y a, bien sûr, des organisations régionales qui vont dans ce sens, celles qui sont présentes le 1^{er} mai avec des dizaines de tracts, des journaux et des banderoles. Il s'agit de groupes composés par une large avant-garde de gens de lutte et d'activistes, formés dans le combat contre les organisations de droite, fascistes et pro-impérialistes, et qui n'ont aucune confiance dans la politique du gouvernement, ou qui carrément ne croient pas que la politique du gouvernement est d'anéantir la contre-révolution et d'avancer dans le procès révolutionnaire.

La tâche fondamentale est de construire cette organisation nationale, unifiant les bolivariens, les combattants, les activistes et les militants des organisations marxistes.

Vénézuéla se trouve à la croisée des chemins ou le sort de la révolution est jeté. Sans une organisation révolutionnaire de caractéristiques bolcheviques, les travailleurs et la population pauvre pourront difficilement surmonter ce défi.



Le rôle de la direction de la PDVSA et l'alternative ouvrière dans un état dans l'Etat

Vénézuéla est le second producteur de pétrole en importance du continent et un des plus importants fournisseurs de pétrole aux Etats Unis.

La PDVSA est la colonne vertébrale de l'économie nationale, responsable de la moitié des entrées budgétaires du gouvernement avec des recettes de l'ordre de 1000 millions de dollars ; elle emploie près d'un pour cent de la force de travail (directement et indirectement).

Les fonctionnaires de la "Nomina Maior", les exécutifs de haut grade, conspirent clairement contre le gouvernement ; ensemble avec la CTV et Fedecamaras ils ont appelé à des arrêts de travail nationaux.

L'objectif était d'arrêter la production pétrolière et donc de bloquer les exportations pour causer un préjudice aux finances du pays et mener le gouvernement à la paralysie ou à la suspension des paiements de la dette.

L'arrêt de travail du 21 octobre a été un échec total, mais déjà avant le 9 avril il y avait une division dans la base. Les travailleurs de la "Nomina Maior" y ont adhéré massivement, ils ont monté la logistique et ont réalisé des marches et des caravanes dans les villes.

Entre-temps, les ouvriers observaient la scène avec méfiance et attention parce qu'ils reconnaissaient dans ces secteurs les "patrons" qu'ils haïssaient, des patrons qui dirigent la PDVSA comme une entreprise privée, qui prennent des décisions, fixent les salaires et décident où et quand investir.

"Le travailleur est furieux contre la Nomina Maior et n'est pas prêt à adhérer à l'arrêt de travail ; c'est ce que nous observons dans tous les champs pétroliers, que ce soit à Anaco, à San Tome, à Puerto La Cruz et en général dans presque toutes les zones pétrolières."⁸

Quand les patrons se sont rendu compte que les ouvriers n'arrêtaient pas le travail, ils ont fait usage du sabotage des installations, ont rompu des équipements et des lignes de production et ont abandonné les postes de direction, tout cela afin de provoquer le chaos.

Dans certaines raffineries, les travailleurs exigeaient une confirmation par écrit quand les patrons leur ordonnaient d'arrêter le travail. Dans d'autres, les travailleurs ont envahi les raffineries par la force et ont mis les gérants dehors.

⁸ Déclaration d'un dirigeant syndical pétrolier.

Après cela, ils ont assumé le contrôle ouvrier des installations et ils ont élu une commission d'opérations pour faire fonctionner la production, ce à quoi même des travailleurs anti-Chavez participaient.

Un dirigeant syndical a raconté que les travailleurs du pétrole lui disaient : "*Urdaneta, Chavez est un rat, mais ces vauriens le sont encore davantage. Ces fils de pute, il faut les chasser, ces fils de pute ils sont comme les patrons.*"

Cela ne s'est pas seulement passé dans l'industrie pétrolière. Pendant tous les arrêts de travail convoqués par les patrons, la sidérurgie la plus importante, SIDOR, n'a pas arrêté de fonctionner, ni l'industrie de l'aluminium dans la région industrielle de Guyana. Le métro de Caracas ne s'est jamais arrêté, et les fonctionnaires n'ont pas participé non plus aux arrêts de travail ; c'est-à-dire, les travailleurs des secteurs clés de l'économie n'ont pas fait grève.

Un autre dirigeant syndical ajoute : "*Il faut savoir que les patrons s'en allaient mais que les usines fonctionnaient, ainsi que la sécurité du travail. La productivité était excellente. Personne ne manquait au travail.*"

Après les arrêts de travail, une expérience très importante est restée, à savoir que les travailleurs peuvent prendre en main la production, sans les gérants et sans les patrons.

"Nous, les travailleurs du Movimiento Clasista La Jornada, nous avons une opinion différente de ce qu'on affirme jusqu'à maintenant. Nous pensons que ni l'ancienne Junte Directive, ni l'actuelle Junte Directive vont résoudre les problèmes principaux de l'industrie pétrolière nationale. Comme dans le passé, la Junte Directive est liée aux décisions politiques du gouvernement actuel. Le problème ne se résout pas en remplaçant un patron par un autre. Voilà pourquoi nous pensons que défendre la PDVSA implique de la mettre résolument au service de tous les vénézuéliens, et de démocratiser toutes les instances de décision de l'industrie pétrolière nationale. Il faut que nous, les travailleurs, les professionnels, les techniciens, nous connaissions vraiment ce qui se fait avec le budget de la PDVSA, et où vont les investissements ; il faut que nous puissions participer dans les décisions qui déterminent qui doit diriger notre principale industrie nationale. Seulement les travailleurs, c'est-à-dire nous mêmes, et personne d'autre, nous allons défendre nos intérêts et travailler pour cela."

Les victimes du coup d'état exigent justice

Edgar Marques est le président de l'Association des Victimes du 11 avril. Nous l'avons rencontré au traditionnel Gran Café à Sabana Grand, à Caracas, où il nous a raconté les événements impressionnants de cette journée.

Pour commencer, il n'y a jamais eu de conflit entre "faiblards" et "chavistes" sur le pont Laguna ; les masses qui étaient venues avec la droite ont pris peur et ont pris la fuite. C'est la police métropolitaine d'Alfredo Pena qui a fait feu contre les chavistes qui protégeaient le pont.

En plus, des francs-tireurs qui se trouvaient dans les édifices voisins et qui couvraient les forces putschistes, ont commencé à tirer sur les manifestants sans se soucier de savoir qui était pour ou contre le gouvernement.

Du côté des chavistes, il y a eu 17 morts et 87 blessés par balle, sans compter les blessés par les coups et les matraquages de la Police Métropolitaine et la Police Technique Judiciaire (PTJ). Edgar lui-même a reçu une balle de fusil qui a traversé son bras et son poumon et est sortie par les côtes. Nous avons conversé aussi avec un homme qui a reçu une balle dans la jambe et qui a pu nous indiquer l'endroit exact des francs-tireurs et l'impact des tirs.

Juan Acosta était allé aider un camarade blessé quand il a reçu une balle dans la colonne vertébrale ; Diogenes Lopes se trouvait sous le pont quand il a vu les policiers, il s'est retourné pour s'en aller et c'est alors qu'il a reçu trois balles, deux dans les côtes et une dans la tête ; Yesenia Fuentes a reçu une balle dans la mâchoire, Ramon Muñoz une dans la jambe droite, Adrian Linares une dans la jambe gauche. Tous ont dénoncé la Police Métropolitaine, mais se ne sont pas les policiers qui sont en prison, se sont les blessés qui sont convoqués et harcelés constamment par la Police. Luis Carvajal a pu remarquer que la Police Métropolitaine tirait pour ouvrir un espace pour la marche de l'opposition, quand il s'est lui-même ouvert un chemin et a été blessé par balle ; Omar Herrera a reçu une balle dans le talon et a identifié les francs-tireurs dans l'Hotel Ausonia.

A partir de l'attaque des forces de répression, plusieurs chavistes ont commencé à se défendre en tirant contre les policiers et les francs-tireurs ; trois parmi eux ont été identifiés par les images vidéo et sont en prison, tandis que sept policiers, accusés d'avoir tiré sur la population, identifiés, et dont les armes ont été vérifiées par expertise balistique avec résultat positif, sont en liberté.

Parmi les prisonniers se trouve Nicolas Rivera, locuteur et producteur de Radio Perola, qui a dénoncé qu'il a été torturé lors de l'invasion de sa maison, que sa femme a été battue et qu'on a placé un sac de balles dans sa maison ; jusqu'à maintenant l'arme qu'il aurait utilisée n'est toujours pas apparue.

Des gens qui essayaient de sauver leurs camarades blessés par les forces de la répression sont morts, d'autres le sont quand ils étaient en train d'observer ou de fuir. Il y a aussi le cas de Tania Rengifo, enceinte de 4 mois, qui n'était dans aucune marche mais simplement dans une cabine téléphonique de l'avenue Baralt et qui a été atteinte par un balle, probablement d'un franc-tireur.

Les victimes du coup d'état ont fait un acte le 22 octobre au Théâtre Municipal, exigeant *LE CHATIMENT ET LA PRISON POUR TOUS LES ASSASSINS ET LA LIBERTE IMMEDIATE DE TOUS LES DETENUS REPERES SUR LA VIDEO DU PONT LUGANO !*

On ne peut stigmatiser les morts du 11 avril comme des assassins, ni criminaliser ceux qui se sont défendus contre les attaques des putschistes.

C'est impressionnant de voir les putschistes en liberté et en train de conspirer pendant que ceux qui ont défendu le gouvernement de Chavez et ont mis en échec le coup d'état sont en prison.

Brésil

Le gouvernement de Lula et les défis de la gauche révolutionnaire

MARIUCHA FONTANA

Direction nationale du PSTU

La victoire électorale de Lula est un fait inédit dans l'histoire brésilienne. Pour la première fois un ouvrier et un parti comme le P.T. arrivent à la présidence du pays. Cette situation ouvre une nouvelle étape de la lutte des classes au Brésil. Les masses –les travailleurs et le peuple souffrant des profondes inégalités de ce pays- ont placé des espérances énormes dans ce gouvernement et ont beaucoup d'illusions à son sujet.

Une illusion plus grande encore est celle des mouvements de l'Amérique Latine, qui exigent du gouvernement pédiste qu'il soit plus qu'un allié : un leader pour affronter "l'empire".

Néanmoins, Lula a constitué un gouvernement bourgeois, de collaboration de classe – terrain sur lequel s'appuient les poids lourds de la bourgeoisie brésilienne colonisée, un gouvernement qui est né soumis au F.M.I. et s'est engagé dans les négociations de la ZLEA (zone de libre échange des Amériques - ALCA selon la sigle en espagnol).

Le Brésil est plongé dans une profonde crise : économique, sociale et politique. La toile de fond et le fil conducteur de tous les maux dans lesquels se débat le capitalisme brésilien, dépendant et périphérique, a un nom : le processus avancé de recolonisation impérialiste dont le pays souffre.

Lula dit qu'il est possible d'être attentif aux demandes du peuple – emploi, salaire, santé, éducation et réforme agraire – et d'obtenir la souveraineté nationale sans rupture avec les colonisateurs et la bourgeoisie brésilienne. Son programme gouvernemental ne diffère presque pas de celui présenté par le candidat vaincu José Serra, du parti de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso (FHC).

Dès lors, la maxime de Lampedusa⁹ doit revenir souvent dans de nombreuses analyses : "Il est nécessaire que quelque chose change pour que tout continue de la même manière". Les comparaisons ne manquent pas non plus entre le gouvernement de Lula et celui de l'ex-président argentin De La Rúa, et non sans raison.

⁹ Du récit *Il Gattopardo* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa (1896-1957)

Lula arriva au pouvoir avant qu'il y ait eu une montée et des grandes luttes des masses. Pendant toutes ces années, le P.T. a constitué un puissant facteur de frein dans les luttes et a réussi à les dévier dans le processus électoral.

Aujourd'hui au gouvernement, l'objectif de Lula et son ambition sont d'éviter l'éclosion d'une montée des luttes et d'utiliser la confiance que les masses ont placées en lui pour construire un "pacte social", tandis qu'il réalise les objectifs établis dans l'accord avec le F.M.I.

Entre-temps, le Brésil, avec toute sa spécificité, vit le même processus que celui qui secoue toute l'Amérique Latine : recolonisation, crise, montée des luttes et radicalisation à gauche des masses.

Dans ce processus, le défi des défis est de construire une alternative, une direction révolutionnaire. Cette tâche n'est pas facile et il est nécessaire de rappeler que, face à des gouvernements de cette nature, de nombreux groupes révolutionnaires ont succombé à l'opportunisme et sont devenus co-responsables des défaites subies par les masses dans de nombreux cas historiques, sauf les bolcheviques dirigés par Lénine. Dès lors,

la conduite des révolutionnaires est de suivre les pas de Lénine qui, dans ses célèbres Thèses d'Avril, donnait l'orientation suivante : *"Aucun soutien au Gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses (...) Démasquer ce gouvernement, qui est un gouvernement de capitalistes, au lieu "d'exiger" qu'il cesse d'être impérialiste, ce qui est inadmissible et ne sème que des illusions."*

Une défaite du gouvernement : "L'espoir a vaincu le peur"

L'élection de Lula signifie avant tout une défaite du gouvernement. Ce fut un rejet énorme des 8 ans de gouvernement de FHC et de la politique du F.M.I. Ce fut un non au chômage, aux pertes de salaire, au démantèlement des services publics, aux privatisations, à la mise en liquidation du pays...

Une vague d'indignation et un désir de changement furent canalisés dans le scénario électoral. Lula personnifiait cette volonté de changement. Pour cela, son élection est ressentie comme une victoire, sur le plan électoral, des

masses de la campagne et de la ville. Des secteurs importants de la classe moyenne ont aussi voté Lula par désir de changement

La nuit de la victoire, des centaines de milliers de personnes – du nord au sud du pays- sont sorties dans les rues pour fêter la victoire. La T.V. répercuta rapidement la phrase de Lula : "Aujourd'hui est le jour où l'espoir a vaincu la peur", se référant à la campagne du candidat du gouvernement qui exploita la crise et tenta de montrer que Lula serait "inexpérimenté" pour l'affronter. Mais les masses en avait déjà assez de "l'expérience" de FHC.

A l'intérieur et à l'extérieur du pays, la célébration de la victoire est importante. Certains vont jusqu'à voir ce gouvernement comme le début d'un "gouvernement de gauche" et comme un paramètre international pour un retournement, maintenant que la social-démocratie a perdu de l'ardeur et de nombreux gouvernements.

Les masses aperçoivent en Lula un gouvernement à eux, d'autant plus que Lula est symboliquement beaucoup plus que le P.T. : c'est un ressortissant du nord-est, un gamin pauvre devenu ouvrier dans la métallurgie et qui fut le dirigeant des grandes grèves qui ébranlèrent le pays vers la fin des années 70 et durant les années 80. Lula est presque un mythe pour la classe ouvrière et pour tous les exploités.

Une victoire déformée des masses.

Le gouvernement de Lula sera un gouvernement bourgeois soumis à l'impérialisme par ses alliances et son programme. La classe dominante a pris soin, déjà avant les élections, de dérober aux masses leur conquête et de déformer leur victoire.

La crise que traverse le pays a causé de nombreuses fissures dans la classe dominante et dans la coalition qui élit le gouvernement de FHC et y siégait. Des secteurs minoritaires mais de poids de la bourgeoisie ont sauté dans le bateau de Lula, à commencer par son vice-président (José Alencar du Parti Libéral), grand entrepreneur du secteur textile, patron de 11 usines et d'un patrimoine de 13 milliards de R\$. Des secteurs qui n'ont rien de marginal dans la bourgeoisie ont compté avec Lula, comme Eugênio Staub, patron de Gradiente (matériel électrique et électronique) et d'autres. Reflétant cette division, l'appui venu de la superstructure politique de la classe dominante fut encore plus grand. Deux anciens présidents du Brésil venant du PMDB l'appuyèrent : Itmar Franco et José Sarney, ainsi que des personnalités de poids comme l'ancien gouverneur de Sao Paulo Orestes Quéricia. Venant du PFL (parti du front libéral), notons l'appui d'Antonio Carlos Magalhaes, ancien ministre de la dictature, ancien gouverneur de

Bahia et ancien président du sénat. Venant du PPB (un autre parti de la base du gouvernement), s'est joint à Lula l'ancien ministre des finances de la dictature et actuel député fédéral Delfim Neto; et même Paulo Maluf, grande figure de la dictature et dernier candidat en faveur du régime militaire en 85, quand la campagne pour l'élection directe du président avait ébranlé définitivement la dictature, a déclaré qu'il voterait pour le P.T. au second tour. Il y avait même des fissures dans le parti du candidat de FHC (le PSDB) et un secteur se comporta de manière "neutre". Le président Fernando Henrique Cardoso même se comporta comme quelqu'un qui minimisait et adoucissait les échauffourées de son candidat contre son adversaire pétiste, au lieu de le stimuler. Les deux autres candidats de l'opposition bourgeoise qui se sont présentés au premier tour – Ciro Gomes (PPS) et Antony Gotinho (PSB) – ont aussi appelé à voter Lula au second tour.

Même la majorité des entrepreneurs, des banquiers et de l'impérialisme, qui préféraient Serra et votèrent pour lui, se sont comportés de manière à éviter toute radicalisation. Ils ne se limitent pas à ne pas partir en croisade du tout ou rien (comme en 1989 quand ils ont improvisé un Fernando Collor); ils agissent pour "assouplir la transition" et en acceptant "tout naturellement l'alternance au pouvoir". Bien sûr, pas sans avoir auparavant bien arrimé Lula à un nouvel accord avec le FMI.

En 1989, le président d'alors de la FIESP¹⁰, Mario Amato, déclara que si Lula gagnait les élections, 800 grands entrepreneurs fuiraient le pays. Aujourd'hui, l'actuel président de ce groupe, Horacio Lafer Piva, déclara : *"Il est nécessaire que l'opposition qui se forme se désarme, car beaucoup de propositions sont communes. Ceci est un moment d'union nationale, le moment de se donner la main et de construire."*¹¹

La FIESP, selon lui, maintient des contacts avec l'équipe du P.T. depuis des semaines pour collaborer à la formation du gouvernement de transition, présentant des idées et débattant des noms, à travers l'exécution de ce qu'elle appelle "un rôle de pression et de proposition". Dans le même sens, déjà un mois avant le second tour, le président de la Banque Itau (la deuxième grande banque privée du Brésil) déclara au Etats-Unis que *"les entrepreneurs brésiliens sont prêts à appuyer un gouvernement Lula"*.

Cette attitude de la bourgeoisie brésilienne et de l'impérialisme lui-même vis à vis du P.T. - que dans le pire des cas ils voient comme un adversaire, non comme un ennemi - découle de deux facteurs.

¹⁰ Federação das Industrias do Estado de São Paulo, l'association des patrons

¹¹ Folha de São Paulo - 28/10/02

Le premier est le fait que le P.T. s'est institutionnalisé, qu'il s'est transformé en un parti entièrement intégré et défendant un programme capitaliste, à la solde de l'impérialisme. C'est ainsi que l'économiste, député et ancien ministre de la dictature, Delfim Neto le définit, quand il justifie son soutien à Lula : *"La société brésilienne vit un moment historique. Jusqu'à très récemment, le Parti des Travailleurs avait de fortes réticences face au marché, exactement comme le Parti Social-Démocrate allemand jusqu'au manifeste de Bad Godesberg (1959) et comme le Parti Travailliste anglais jusqu'à la réunion de Westminster Hall (1995), c'est-à-dire, jusqu'au moment où ils ont retirés de leurs programmes toute trace de marxisme qui les infectait. Dans son dernier programme (que nous appelons la Charte de Ribeirão Preto), le P.T. a parcouru le même chemin. Dans la Lettre au Peuple Brésilien, du mois de juin de cette année, monsieur Luiz Inacio Lula da Silva a réaffirmé les mécanismes du marché pour l'administration économique. Jusqu'à présent, le P.T. ne faisait pas partie des partis qui ont accepté dans son intégralité l'organisation politique nationale construite sur la constitution de 1988. (...) L'élection de 2002 offre l'opportunité que soit consacrée l'incorporation du Parti des Travailleurs au corps politique national".*¹²

Le second facteur, peut-être aussi important que le premier, est lié à l'envergure de la crise, à la nécessité pour la bourgeoisie de tenter d'éviter l'éclosion d'un processus soutenu de luttes et à la possibilité de l'avènement d'une crise révolutionnaire. L'ancien président José Sarney (président éventuel du congrès national dans un gouvernement Lula) exprime avec lucidité cette caractéristique préventive de la bourgeoisie quand il entrevoit la possibilité de l'éclosion de grandes luttes et de rupture dans le régime politique :

"Je pense que Lula a rendu un grand service au pays dans cette succession, car avec cette crise sociale, avec ce chômage, avec la violence urbaine, avec la terreur qu'on voit partout, avec la situation de l'agitation nationale, si lui il n'était pas l'homme qu'il est, qui a canalisé les espoirs du peuple assurant une succession calme, alors la campagne présidentielle aurait frôlé à un moment l'explosion sociale de ce pays."

José Sarney¹³

¹² Revue Carta Capital – 23/10/2002

¹³ O Estado de São Paulo – 27/10/2002

La "lettre de l'éditeur" - une sorte d'éditorial – de la revue hebdomadaire du plus grand groupe de communication du pays, sonne sur le même ton : *"Elu, le candidat du P.T. a reçu la mission de remettre sur pied un pays qui traverse une des crises les plus dramatiques de son histoire. L'économie mondiale vit une étape extrêmement difficile. Cela n'aurait été une mission facile pour aucuns de ses adversaires. Avec les millions de votes qu'il a reçu dimanche, cela sera peut-être moins difficile pour Lula"¹⁴.*

Le F.M.I. distribue les cartes et la ZLEA s'accélère

Cependant, un fait important pour que Lula fasse partie de la bourgeoisie et de l'impérialisme, est l'accord passé entre le gouvernement et le F.M.I. avec l'aval et la participation de Lula, un accord qui déforme complètement la victoire que ressentent les masses aujourd'hui et qui garantit que leur désir de changement sera déçu.

En juin - au milieu d'une attaque spéculative - Lula fit une déclaration lors de laquelle il lut une "lettre au Peuple Brésilien". En réalité, il s'agissait d'une lettre adressée aux banquiers pour obtenir un sauf-conduit face aux marchés financiers, dans laquelle il s'engageait à accomplir tous les contrats, à maintenir la Loi de Responsabilité Fiscale, le solde positif primaire dans les budgets publics et la politique des objectifs d'inflation ; bref, il s'engageait à respecter les piliers centraux de la politique économique de FHC et de l'impérialisme.

En août, Lula a été plus loin : il a accepté une "invitation" de FHC pour "connaître" les termes du nouvel accord avec le F.M.I. et pour l'avaliser. Ici, il s'engage définitivement à la continuité dans de pires conditions, des politiques économiques appliquées au Brésil durant ces 8 dernières années. Les objectifs du F.M.I. exigent davantage "d'ajustement fiscal" et davantage de coupes dans le budget pour payer la dette ; elles imposent l'entretien et l'approfondissement d'un contexte répressif et réclament une plus grande dénationalisation de l'économie ainsi que la garantie du contrôle grandissant de l'impérialisme sur l'Etat et ses institutions.

Sur le plan institutionnel, la première mesure sera de donner "l'autonomie" à la banque centrale et de "choisir" un président de cette banque en accord avec ce que désire "le marché".

Le gouvernement de Lula assumera, avec les Etats-Unis, la co-présidence des négociations de la ZLEA. Et celui qui pense que Lula, à la tête de l'Amérique Latine, empêchera la ZLEA, se met le doigt dans l'œil ! Les secteurs fondamentaux de la bourgeoisie sont en faveur de la ZLEA. Même

¹⁴ Epoca – 28/10/2002

les secteurs "productifs" (les secteurs qui investissent dans la production directe et en tirent des bénéfices, comme les industries) desquels Lula disait être le meilleur allié par rapport aux banquiers (ce qui est déjà chose du passé), désirent que la ZLEA ne soit pas attaquée. Comme l'a dit récemment le président de la FIESP : "*La ZLEA est inévitable*"¹⁵. Le vice-président de Lula affirme la même chose : "*(...) Parfois des personnes se positionnent contre la ZLEA sans savoir ce qu'elle signifie. Pour être exact, le libre commerce signifie la fin des frontières économiques. Cela signifie que les pays vivront dans une économie rigoureusement ouverte. Est-ce que cela est bien pour le Brésil ? Je pense que oui.*"¹⁶

La victoire électorale des masses est donc une victoire complètement déformée.

Le gouvernement de Lula sera un gouvernement de collaboration de classe, connu dans l'histoire comme front populaire.

Ce sera donc un gouvernement bourgeois, qui - sous la houlette du F.M.I. - va gérer un Etat bourgeois qui vit un processus de colonisation et le capitalisme brésilien en une période de sa crise.

Un gouvernement de Front Populaire...

Au Brésil, un gouvernement de cette nature est inédit. Cependant, des gouvernements de collaboration de classes, d'unité entre partis ouvriers et secteurs de la bourgeoisie, dans lesquels les partis ouvriers collaborationnistes occupent une place prépondérante, ont existé de nombreuses fois dans l'histoire et dans divers pays. Le marxisme révolutionnaire a dédié des centaines de pages à l'analyse de tels gouvernements et à la formulation d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire face à eux. Et il n'est pas du tout inutile de revoir ces analyses pour procéder à une évaluation marxiste du gouvernement de Lula et par-dessus tout, pour élaborer une politique révolutionnaire face à lui. Car, mis à part quelques rares exceptions, le mouvement révolutionnaire a subi des pressions et a sombré dans l'opportunisme face à des gouvernements comme celui-ci, y compris le parti bolchevique - avant l'arrivée de Lénine en Russie en avril 1917- qui capitula sur toute la ligne face au gouvernement provisoire composé par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires

¹⁵ Folha de São Paulo 28/10/2002)

¹⁶ Folha de Sao Paulo – 26/10/2002

dans une alliance avec la bourgeoisie libérale. Sans l'impulsion stratégique que Lénine et ses Thèses d'Avril ont données au parti, la révolution d'octobre 1917 n'aurait pas eu lieu.

Au moment de l'ascension du gouvernement Mitterrand en France, Nahuel Moreno (dirigeant trotskiste argentin et fondateur de la Ligue Internationale des Travailleurs) a systématisé en sept points la pensée de Trotsky sur ce sujet¹⁷ :

1. Le gouvernement de front populaire coïncide toujours avec une étape supérieure de la lutte des classes.
2. C'est un type de gouvernement différent du type bourgeois.
3. Il a un contenu clairement contre-révolutionnaire.
4. S'appuyant sur les organisations ouvrières conciliatrices, il peut adopter des formes différentes et, dans certaines limites, répondre à différentes circonstances de la lutte des classes.
5. Il n'a en soi aucune incompatibilité avec le régime capitaliste-impérialiste.
6. Son but est de démoraliser et de démobiliser les travailleurs, les conduisant vers des souffrances plus grandes ou des défaites historiques.
7. C'est un produit objectif de la crise de la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier mais qui offre aux révolutionnaires une opportunité, peut-être unique, de la résoudre.

Les gouvernements de front populaire, comme celui de Lula, sont des gouvernements bourgeois car ils se proposent de gérer le capitalisme (toujours dans les époques de crise) et l'état bourgeois. En même temps, ce sont des gouvernements bourgeois anormaux car le normal est que la classe dominante dirige son état, c'est-à-dire qu'un représentant direct de celle-ci gère ses affaires. Cette situation anormale, un gouvernement de front populaire ou ouvrier capitaliste, établit à son tour une relation complètement différente avec la conscience, tant celle des masses que celle des capitalistes. Les travailleurs ont tendance à considérer ce gouvernement comme le leur et la classe dominante a, quant à elle, tendance à le voir comme un ennemi, un adversaire, ou du moins le voit-elle avec méfiance.

D'un autre côté, il y a eu des gouvernements de front populaire qui arrivent au pouvoir dans une terrible ascension des masses et qui coexistent avec un pouvoir populaire (double pouvoir). Ce fut le cas du gouvernement Kerensky en Russie en 1917 où des soviets existaient, et celui d'Allende au

¹⁷ Nahuel Moreno, sous le pseudonyme de Miguel Capa, *Le gouvernement Mitterrand, ses perspectives et notre politique*, 1981, Revue Desafío n°4 juill.1993

Chili, qui, malgré une ascension au pouvoir par la voie électorale, a ensuite coexisté avec des groupes organisés dans les cordons industriels. D'autres, comme le gouvernement Mitterrand, sont arrivés au pouvoir avant même l'existence de grandes mobilisations et ont réussi à éviter la généralisation des luttes en les taillant en pièces les unes après les autres.

...mais un Front Populaire bien différent.

Le gouvernement de Lula est un gouvernement de Front populaire, de collaboration de classe et par conséquent un gouvernement bourgeois anormal, et cela tant parce que la majorité de la bourgeoisie aurait préféré et aurait eu plus de confiance dans son propre gouvernement, comme surtout parce que les masses ont à son égard beaucoup d'attentes et d'illusions. Elles voient Lula, particulièrement maintenant durant ces premiers moments, comme *leur* gouvernement.

Mais en même temps le gouvernement Lula sera un front populaire bien différent de ceux que nous avons connu à travers l'histoire.

Premièrement, il est différent de la plupart des fronts populaires en ce que, dans ce gouvernement P.T., il n'y aura pas *un secteur insignifiant* de la bourgeoisie (une "ombre de bourgeoisie" comme disait Trotsky à propos de l'Espagne et de la France de 1936) mais *des secteurs importants*, des poids lourds de la classe dominante dans le gouvernement. La "transition" jusqu'à la prise de pouvoir de Lula aura des caractéristiques d'unité nationale, qui pourront même se retrouver dans les débuts du gouvernement Lula. Au début, il aura le soutien, à travers les mesures et les votes du Congrès, probablement de tous les partis bourgeois et de pratiquement toutes les fédérations d'entrepreneurs. La bourgeoisie ne le voit pas comme un ennemi. Tout au plus y a-t-il un secteur qui le voit comme un adversaire dont il faut se méfier, mais un ample secteur l'appuie directement et intégrera le gouvernement.

La composition du gouvernement (qui n'a pas encore été annoncée), et par-dessus tout celle du secteur économique (Ministère des finances et Banque Centrale), indépendamment des nominations, est en train de se négocier avec le "marché", c'est-à-dire avec toute la bourgeoisie et avec l'impérialisme. En effet, la première mesure à être votée encore cette année, d'un commun accord entre le gouvernement FHC et le PT, est celle qui donnera plus d'autonomie à la Banque Centrale.

Deuxièmement, la présence du mouvement ouvrier au gouvernement sera assurée cette fois par le PT, ce qui veut dire qu'il n'y aura pas de grands dirigeants syndicaux à la tête des entreprises publiques encore restantes ou des ministères.

Troisièmement, puisqu'il s'agit d'un front populaire d'un pays semi-colonial en voie de recolonisation, le gouvernement ne ressemble en rien aux gouvernements de collaboration de classe qui ont existé dans des pays semi-coloniaux. Il n'y a aucune ressemblance avec Allende, par exemple, qui a exproprié les mines de cuivres et affronté les multinationales impérialistes. Au contraire, le gouvernement de Lula n'aura rien d'anti-impérialiste. Il accepte et défend le payement de la dette extérieure, ainsi que l'accord avec le FMI, y compris la disposition d'augmenter l'ajustement fiscal si cela est nécessaire. Il accepte de donner de l'autonomie à la banque centrale, ce qui signifie laisser le contrôle monétaire (change, taux d'intérêts, etc.) entre les mains de quelqu'un de sûr pour l'impérialisme. Il défend la continuation des négociations de la ZLEA, affirmant qu'une négociation "souveraine" est possible ; dans la pratique, il met l'accent dans les négociations de la même façon que faisait FHC et que désire la bourgeoisie brésilienne dépendante : obtenir quelques ouvertures dans le marché des Etats Unis pour l'agriculture brésilienne. En échange d'un espace pour vendre du jus d'orange et quelques autres produits, ils acceptent de donner tout le reste que les Etats Unis exigent.

En reprenant l'exemple du Chili, on peut dire que Lula n'a rien avoir avec Allende mais bien avec Lagos¹⁸. L'impérialisme lui-même, et spécialement celui des Etats-Unis, qui évidemment avait préféré Serra, ne traite pas aujourd'hui Lula comme un ennemi, reste prudent et fait pression pour qu'il devienne de plus en plus néolibéral. La politique déterminante de Bush n'est pas de l'inclure dans "l'axe du mal" mais de faire pression pour plus de concessions. Lula, de son côté, tente de ne pas être assimilé à Chavez et Castro comme il le déclara au *Washington Post*. Même FHC et Armigno Fraga (actuel président de la Banque centrale et ancien fonctionnaire de Georges Soros) soutiennent ouvertement Lula sur la scène internationale.

Albert Fishlaw, directeur du centre d'études brésiennes de l'université de Columbia à New York, ancien professeur de FHC, donne le ton de ce que devraient être les relations de l'impérialisme avec le gouvernement, dans une interview accordée à un journal brésilien : "*Mais je crois que même avec la victoire de Lula, la situation devrait s'améliorer dans les prochains 4 à 6 mois, et ceci pour une raison simple : il y aura la possibilité de confirmer*

¹⁸ L'actuel président du Chili

si le Brésil honorera effectivement l'accord passé avec le FMI (...)Mais un éventuel gouvernement Lula pourrait démontrer au FMI et au marché financier qu'il suivra la stratégie macro-économique actuelle".

A la question s'il croit que Lula suivra réellement cette politique, Fishlaw répond :

"Il a été un des premiers à ratifier l'accord. Il a été à une réunion avec FHC et a déjà préparé un document qui stipule que le PT s'engage à suivre la ligne de l'accord (...). Dans la pratique, une victoire de Lula signifiera un changement limité. En réalité, ce sera la substitution du PFL par le PT dans la coalition du Congrès".

A la question s'il pense que la relation Brésil-Etats Unis, dans un éventuel gouvernement Lula, aura la tendance à être conflictuelle, la réponse est :

"Non, je ne le pense pas. Au ministère des finances, à la maison blanche, au ministère de l'extérieur, tous disent la même chose aux Etats Unis : que la démocratie fonctionne et que, comme toujours, il est nécessaire de reconnaître et d'accepter les décisions nationales."¹⁹.

Les principaux journaux américains se réfèrent déjà à la victoire de Lula de la façon suivante :

"Lula devra contrôler les espoirs de ceux qui attendent des miracles (...) Lula avait l'air d'y préparer les 175 millions de brésiliens (dans la déclaration du jour suivant son élection). Il fit un signe au FMI et aux autres institutions et demanda à ceux qui votèrent pour lui d'être patients."²⁰

"Le ton de Lula marque le commencement d'un effort pour transformer une campagne populiste en un plan cohérent pour gouverner la nation."²¹.

L'impérialisme européen - sans mettre de côté ses exigences - est encore beaucoup plus en étroite relation avec Lula. Tony Blair et Jacques Chirac se sont empressés d'inviter Lula à venir leur rendre visite. *"Le gouvernement britannique attend avec expectative de pouvoir travailler avec la nouvelle administration pour développer l'actuelle coopération et les liens avec le Brésil"* a déclaré le gouvernement britannique dans une note officielle. Et de Paris, Jacques Chirac envoya *"les plus chaleureuses félicitations"*.²²

Les gourous de l'impérialisme - tel que Fred Bergsten, directeur du *Institute for International Economics* de Washington - comparent Lula à Tony Blair, Mitterrand et Felipe Gonzales²³.

¹⁹ Folha de Sao Paulo - 5/10/2002

²⁰ New-York Times - 29/10/2002

²¹ Washington Post , 29/10/2002

²² Jornal do Estado de Sao Paulo - 30/10/2002

²³ Trois chefs d'état de la social-démocratie.

Sans doute, le PT d'aujourd'hui ressemble, par beaucoup d'aspects, à la social-démocratie européenne. La différence est que le Brésil n'est pas l'Europe impérialiste mais une semi-colonie en voie de retourner au statut de colonie.

Il est nécessaire d'approfondir davantage ce qui est déterminant pour tous ce que nous voyons d'atypique dans ce gouvernement par rapport à d'autres gouvernements de cette nature qui ont existé dans l'histoire. Notre hypothèse est que ces différences sont le produit de deux faits, ou processus, internationaux et d'un fait national : a) c'est un front populaire postérieur à la chute du mur de Berlin ; b) c'est un front populaire qui a connu son ascension sous un processus de recolonisation impérialiste si profond et si avancé qu'il a modifié la structure productive et le profil de la bourgeoisie dans le pays (et dans toute l'Amérique Latine), un processus qui ne laisse aucune place pour l'existence d'un courant bourgeois nationaliste d'une certaine importance, aussi timides et lâche qu'il soit ; c) le PT s'est institutionnalisé et on calcule qu'il a 150 000 de ses 300 000 affiliés dans l'appareil de l'état, dans les préfectures, les gouvernements ou le pouvoir législatif, au niveau municipal, de l'état et fédéral. Et un petit détail de tout ceci est que cet état est en train d'être colonisé. Le régime - les institutions avec lesquelles l'état gouverne - est en train de se convertir en "démocratie coloniale". En plus, le PT, là où il gouverne, coexiste avec les agents des colonisateurs et respecte et applique les directives de l'impérialisme : payer la dette publique, réaliser l'ajustement fiscal, privatiser les entreprises publiques, etc.

Les ressemblances avec De La Rúa

Beaucoup de gens dans la gauche latino-américaine voient la possibilité que Lula ressemble à un Hugo Chavez en ce qui concerne les relations avec l'impérialisme, c'est-à-dire qu'il finisse d'une manière ou d'une autre à polariser et à défier les Etats-Unis. De notre point de vue, le plus probable est que Lula ressemble à l'ancien président De La Rúa, et non à Chavez.

Evidemment, les analogies entre le gouvernement Lula et ces deux gouvernements sont limitées ; ni Chavez ni l'ancien gouvernement De La Rúa ne sont des gouvernements de front populaires malgré qu'ils possèdent des éléments de front populaire ou de collaboration de classe. Il y a cependant des ressemblances du fait qu'ils ont été élus pour s'être présentés comme opposés au néolibéralisme.

Entre-temps, Chavez est arrivé au gouvernement comme un sous-produit du Caracazo²⁴, au moment d'une grande montée des luttes, avec un régime démocratique bourgeois en ruines. Ce ne fut pas un gouvernement préventif. De La Rúa, au contraire, comme Lula, est arrivé avant la crise révolutionnaire pour essayer de maintenir les institutions, ainsi que le modèle avec quelques réformes.

Dès le début, Chavez fut très utile à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

Il ne prit aucune mesure anti-impérialiste, malgré avoir proféré copieusement une certaine rhétorique sur ce plan, ainsi qu'en faveur des pauvres et de la lutte contre la corruption. Il chapeauta le mouvement de masses et le contrôla, pendant qu'il reconstruisait les institutions bourgeoises. Quand survint l'usure, avec de plus en plus de fissures à l'intérieur de la bourgeoisie, il s'essaya à de timides mesures anti-impérialistes pour maintenir l'appui de la majorité des masses. Le fait est que l'impérialisme voyait mal les alliances de Chavez avec des pays arabes pour défendre le prix du pétrole via l'OPEP, ainsi que son refus d'adhérer à la guerre contre l'Afghanistan et l'Iraq ; ils voulaient alors un gouvernement qui serait entièrement de confiance, ce que Chavez n'était pas.

Lula est arrivé au gouvernement comme symbole du changement aux yeux d'une population dégoûtée par le modèle néolibéral des deux mandats de FHC, mais *avant* une montée soutenue des luttes et une crise révolutionnaire, de la même façon que De La Rúa a succédé à Menem en Argentine. De même que l'Alliance UCR-Frepasso le tenta en Argentine, le gouvernement de Lula projette de continuer l'essentiel de la politique de son prédécesseur, espérant - après avoir fait l'ajustement douloureux qu'exige le FMI - avoir une certaine marge de manœuvre pour pouvoir réformer un peu le modèle et offrir à la bourgeoisie un développement économique ainsi que certaines politiques sociales compensatoires pour les masses. Ce type de gouvernement va tenter de résoudre la crise actuelle dans une optique bourgeoise et impérialiste, ce qui veut dire décharger tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs et en même temps utiliser son prestige auprès des masses pour éviter une crise révolutionnaire, les convaincant d'accepter maintenant le "remède amer", en échange de la promesses de meilleurs lendemains.

²⁴ Un soulèvement populaire à Caracas en février 1999, avec la fin de la présidence de Carlos Andrés Pérez, et l'assomption de Chavez, élu président quelques mois plus tôt.

Paix et amour avec le marché signifient guerre contre les travailleurs

En promettant des jours meilleurs pour tous, grecs et troyens, banquiers et travailleurs, en disant vouloir un gouvernement d'union nationale, Lula n'a pas voulu attaquer ses adversaires durant sa campagne et s'est limité à dire qu'il est un petit Lula de paix et d'amour.

C'est sur ce refrain qu'il s'est engagé à faire tous ce que le "marché" désirait. Pour que ses premières mesures ne sonnent pas comme un fraude électoral pour les masses, Lula lance une campagne contre la faim qui consiste à donner un bonus d'alimentation à 9 millions de brésiliens - des 52 millions vivant dans la misère - durant la première année de son gouvernement. De plus, il déclare que jusqu'à la fin de son gouvernement tous les brésiliens réussiront à avoir au moins 3 repas par jour. Ce projet coûtera R\$ 5 milliards du budget.

Il faut savoir que le paiement de la dette publique consomme déjà plus de 60% du budget et que des 40% restant, le gouvernement Lula promet de garantir le solde favorable primaire exigé par le FMI : une économie de plus de R\$ 52 milliards destiné également au paiement de la dette publique ; cela se voit que le programme contre la faim représente moins qu'une miette, en comparaison avec les mesures dures contre la classe ouvrière qui s'annoncent.

A côté de ce "projet contre la faim", évidemment appuyé avec enthousiasme par toute la bourgeoisie, les autres mesures annoncées sont les "réformes structurelles" du F.M.I. que FHC n'a pas réussi à mener à bien : autonomie de la banque centrale, attaque aux pensions, flexibilisation de la législation du travail, exemptions fiscales pour la bourgeoisie ainsi que le maintien et l'augmentation des impôts sur les classes moyenne et sur une partie de la classe ouvrière, sans compter la congélation des salaires pour les fonctionnaires.

Une dynamique de crise : nouvelle étape de la lutte des classes

La situation mondiale et latino-américaine tend à placer en peu de temps le gouvernement Lula dans une situation difficile. En effet, étant donnés ses alliances et son programme, Lula devra suivre une politique aussi "pro-marché" que FHC, dans une situation d'épuisement du modèle et de crise mondiale.

La crise de l'économie américaine, ainsi que de l'économie brésilienne qui se trouve menacée d'un moratoire forcé, ne laisse aucune marge de manœuvre pour une issue intermédiaire.

Non seulement il n'y a pas place pour des concessions au mouvement ouvrier ; bien au contraire, Lula devra renforcer les attaques menées contre le niveaux de vie du peuple.

La tendance est donc que ce gouvernement s'use plus vite que prévu. D'autre part, la situation des rébellions et des révolutions sur le continent et le développement de la conscience anti-impérialiste - également au Brésil - combinés avec l'impressionnante crise sociale qui existe déjà, laissent prévoir une résurgence des luttes dans le pays.

Au départ, comme nous l'avons déjà dit, la bourgeoisie ne va pas attaquer ouvertement le gouvernement et va chercher à lui donner des conditions de gouvernabilité pour mener à bien les réformes. Au début, le mouvement de masse donnera aussi du temps au gouvernement du fait des espoirs et des illusions qu'il entretient à son égard et parce que la direction majoritaire de la CUT (centrale unifiée des travailleurs) sera opposée aux luttes.

Cependant, ni la bourgeoisie ne continuera indéfiniment le "Lula de miel" avec le gouvernement, ni le mouvement de masse ne le suivra indéfiniment en perdant des acquis et en étant attaqué sans réagir.

Le gouvernement, s'appuyant sur la confiance des masses dont il bénéficie, va tout faire pour convaincre le mouvement des masses d'accepter le pacte social et pour le démobiliser. Il va chercher à construire pas à pas, de haut en bas, la collaboration de classes, depuis un "conseil consultatif" appelé "conseil du développement économique et social" dans lequel siègera la fédération des banques, de l'industrie, des transports, des intellectuels et des "personnalités" bourgeoises ainsi que la CUT et d'autres centrales syndicales, jusqu'à la tentative d'impliquer chaque syndicat dans des accords, des pactes avec leur patrons. Il s'appuiera sur l'expérience des accords, revus à la baisse, faits par les principaux syndicats de la CUT dans les années 90 à travers des chambres sectorielles.

Si Lula réussit à enrayer la montée des luttes malgré toutes les mesures appliquées au détriment du peuple et sur base de son exploitation, alors la bourgeoisie pourrait lui laisser plus de temps.

Mais le plus probable, c'est que la lutte des classes s'intensifie. La division au sein de la bourgeoisie va s'accroître pour voir qui prétend ou gagne le statut d'associé mineur mieux placé pour accaparer plus de miettes du butin impérialiste obtenu de l'Etat.

D'autre part, indépendamment du rythme, il est peu probable que la classe ouvrière ne réagisse pas aux attaques dont elle va être victime.

Présentation	1
L'impérialisme nord-américain déclare la guerre aux peuples	
<i>Irak : la prochaine victime</i>	3
La crise économique augmente la soif du capital	4
Les dépenses militaires plafonnent et on réduit les impôts : une bombe à retardement	6
Les contradictions au cœur de l'empire.....	9
Bush et le Moyen-Orient.....	10
Les Etats Unis et l'Europe : un consensus librement imposé	15
L'anti-impérialisme se développe comme une traînée de poudre.	17
Le phénomène de "l'anti-américanisme"	19
La mobilisation contre la guerre	20
Angleterre	
<i>La nouvelle avant-garde du mouvement ouvrier</i>	22
Le Congrès des Syndicats Britanniques.....	22
Une tradition de luttes.....	23
L'offensive de Thatcher et du Labour contre les travailleurs.....	24
La récession des années 80	27
La lutte contre la Poll Tax.....	28
Pour une nouvelle direction	30
Vénézuela	
<i>Une révolution sur la croisée de chemins</i>	31
L'impérialisme et la bourgeoisie ont articulé le coup d'état.	31
"L'arbre de la démocratie est arrosé par du sang"	33
Le coup d'état a été vaincu par les masses en insurrection.	33
Vaincre les auteurs du coup d'état et avancer avec la révolution	36
Chavez pourrait être le nouveau Allende de l'Amérique Latine	37
Construire une alternative révolutionnaire et socialiste en opposition au gouvernement de Chavez.....	39
Brésil	
<i>Le gouvernement de Lula et les défis de la gauche révolutionnaire</i>	45
Une défaite du gouvernement : "L'espoir a vaincu le peur"	46
Une victoire déformée des masses.....	47
Le F.M.I. distribue les cartes et la ZLEA s'accélère.....	50
Un gouvernement de Front Populaire... ..	51
...mais un Front Populaire bien différent.	53
Les ressemblances avec De La Rúa	56
Paix et amour avec le marché signifie guerre contre les travailleurs	58
Une dynamique de crise : nouvelle étape de la lutte des classes.....	58